



RESULTATS DU COMMERCE EXTERIEUR EN 2011

Pierre LELLOUCHE,
Secrétaire d'Etat chargé du commerce extérieur,

Bercy, mardi 7 février 2012

Dossier de presse

<http://www.economie.gouv.fr>

Contacts Presse :

Cabinet de Pierre LELLOUCHE : Franck ALLISIO – 01 53 18 44 41



RESULTATS DU COMMERCE EXTERIEUR EN 2011

SOMMAIRE

1. Synthèse du commerce extérieur de la France en 2011
2. Présentation détaillée des résultats du commerce extérieur (diaporama)

I/ Situation du commerce mondial et du commerce extérieur de la France

3. Environnement international et commerce mondial en 2011
4. La compétitivité de la France en 2011
5. Evolution des parts de marché dans le monde de la France et de ses partenaires de l'OCDE depuis 1990
6. La facture énergétique en 2011
7. Les grands contrats d'équipement civil dans les pays émergents en 2011

II/ La structure géographique du commerce extérieur de la France

8. La structure géographique du commerce extérieur de la France en 2011

III/ La structure sectorielle du commerce extérieur de la France

9. La structure sectorielle du commerce extérieur de la France en 2011
10. Les échanges de produits de l'industrie aéronautique en 2011

IV/ Complément

11. Les échanges de services en 2011



RESULTATS DU COMMERCE EXTERIEUR EN 2011

SYNTHESE DU COMMERCE EXTERIEUR DE LA FRANCE EN 2011

I/ Dans un contexte de ralentissement du commerce mondial, les échanges de la France ont poursuivi leur croissance en 2011 mais à un rythme moins soutenu

Alors qu'il avait catalysé la reprise de l'activité économique en 2010, le commerce mondial a marqué le pas en 2011. Dans un climat international incertain marqué par la catastrophe japonaise, les tensions politiques dans le monde arabe et la crise de la zone euro, les échanges mondiaux ont progressé d'environ 7 % en volume en 2011 alors qu'ils avaient connu une hausse de plus de 14 % en 2010. Evoluant à un rythme légèrement inférieur, les exportations françaises de biens en volume affichent un acquis de croissance de +4½ % pour 2011 à l'issue du 3^e trimestre. **Dans ce contexte, le commerce extérieur français pourrait avoir une contribution légèrement négative à la croissance du PIB en 2011 (-0,3 pt) selon les comptes nationaux trimestriels.**

*Sur le champ des **biens** et en **valeur***, les importations (+12 %) ont connu une croissance supérieure à celle des exportations (+9 %) en 2011, et les échanges de la France ont retrouvé leurs niveaux d'avant-crise. **Malgré cette orientation favorable, la France enregistre un déficit commercial de 69,6 Md€ en 2011 après 52 Md€ en 2010.** Cette dégradation du solde est essentiellement imputable à l'alourdissement de la facture énergétique consécutive à la hausse de 39 % en moyenne annuelle des cours du baril de Brent, calculés en dollar. La facture énergétique expliquerait ainsi plus des 3/4 de la dégradation totale du solde commercial français. **Hors énergie, le déficit continue de se creuser pour atteindre 24½ Md€ après 20 Md€ en 2010.**

*Sur le champ des **services** en **valeur***, les statistiques de la Balance des Paiements indiquent que la reprise des échanges est légèrement plus marquée à l'exportation (+5½ %) qu'à l'importation (+1½ %) en 2011. Dans ce contexte, **l'excédent dégagé par la France s'est amélioré, à 14 Md€ en 2011, après 10 Md€ en 2010.**

II/ La France conserve sa part de marché mondial et son rang parmi les grands exportateurs européens

La France subit un tassement régulier de sa part de marché en valeur depuis le début des années 1990, sous l'effet de l'augmentation du poids des économies émergentes dans le commerce mondial et dans une moindre mesure de la dégradation de sa compétitivité-prix depuis 2002 en raison de l'appréciation quasi-continue de l'euro sur cette période. Selon les dernières données FMI concernant les exportations de marchandises (exprimées en dollar et disponibles jusqu'en août

2011), la part de marché mondial en valeur de la France s'établit à 3,3 % en 2011, après 3,4 % en 2010.

Par rapport à ses partenaires de l'OCDE, la compétitivité-prix et la compétitivité-coût de la France ont connu des trajectoires opposées en 2011. En effet, la **compétitivité-coût de la France recule** (-0,9 % en moyenne annuelle après +2,2 % en 2010), reflétant essentiellement l'évolution du change alors que la **compétitivité-prix s'inscrit en légère hausse** (+0,4 % après +4,8 % en 2010), en raison d'un plus grand effort de marge consenti par les entreprises exportatrices françaises.

Par ailleurs, la part de marché relative de la France vis-à-vis des pays de l'OCDE en volume a subi de sensibles pertes depuis 2003, sous l'effet d'une baisse de la compétitivité-prix. La dégradation de la compétitivité hors-prix a également joué un rôle, puisque la part de marché a continué à légèrement baisser en 2010-2011 malgré un rebond de la compétitivité-prix depuis fin 2009. La France a aussi été exposée à la concurrence exercée par l'Allemagne, qui a renforcé sa compétitivité sur cette période. Au total, la part de marché française a atteint 6,2 % en 2011 (cf. figure 3).

III/ La France a profité du dynamisme de la demande asiatique mais voit son excédent dans la pharmacie s'éroder

Le commerce extérieur français trouve ses relais de croissance dans les grands marchés émergents, notamment grâce au soutien des grands contrats qui ont progressé de près de 36 % en 2011.

La France a en particulier su tirer parti du dynamisme de la demande asiatique. Ainsi l'Asie contribue pour 1,6 pt à la croissance globale des exportations françaises, une contribution équivalente à celle de l'Allemagne (cf. figure 4) et expliquant environ 1/5^e de la hausse des ventes totales alors qu'elle n'en capte que 11 %. De même, la Chine dépasse désormais la Suisse et devient le 8^e client de la France et le 3^e contributeur net (+0,6 pt) à la hausse des exportations, derrière l'Allemagne et l'Italie mais devant des partenaires historiques de la France comme la Belgique, le Royaume-Uni et l'Espagne.

En termes sectoriels, l'année 2011 est principalement marquée par la hausse de l'excédent agroalimentaire, qui atteint le niveau record de 11½ Md€. L'excédent aéronautique conserve cependant la première place à 17,7 Md€, stable par rapport à 2010. En revanche, l'excédent du secteur pharmaceutique se contracte de moitié à 1,9 Md€.

On constate qu'après avoir catalysé la reprise en 2010, en particulier dans les pays fortement tournés vers l'extérieur, le commerce mondial a nettement ralenti depuis le début de l'année 2011. Et les doutes qui planent actuellement sur l'activité internationale pourraient conduire à un nouveau ralentissement de la demande mondiale en 2012 et ainsi peser sur les exportations françaises.

ANNEXE

Figure 1 : tableau bilan des échanges de la France en 2011

Données brutes en Md€		2008	2009	2010	2011	Poids en 2011	Evolution 2010/2011	Niveau par rapport à 2008	Contribution à la croissance des échanges	Contribution à la dégradation du solde
Echanges FAB/FAB yc matériel militaire	Export	418	346	395	429		9%	103%		
	Import	474	391	446	498		12%	105%		
	Solde	-56	-45	-52	-70		-18			
Ensemble CAF/FAB hors matériel militaire	Export	413	341	390	421	100%	8%	102%	8,0	
	Import	486	401	458	508	100%	11%	105%	10,9	
	Solde	-73	-60	-68	-87		-19			100%
Energie	Export	25	15	19	25	6%	31%	98%	1,5	
	Import	84	54	67	87	17%	30%	104%	4,4	
	Solde	-59	-40	-48	-62		-14			77%
Ensemble CAF/FAB hors énergie	Export	388	327	371	396		7%	102%	6,5	
	Import	401	347	391	421		8%	105%	6,5	
	Solde	-14	-20	-20	-25		-4			23%

Source: Douanes, DG Trésor

Figure 2 : en 2011, les exportations françaises ont ralenti plus fortement que la demande mondiale qui lui est adressée

Demande mondiale adressée à la France et exportations de biens
(Données trimestrielles en volume)

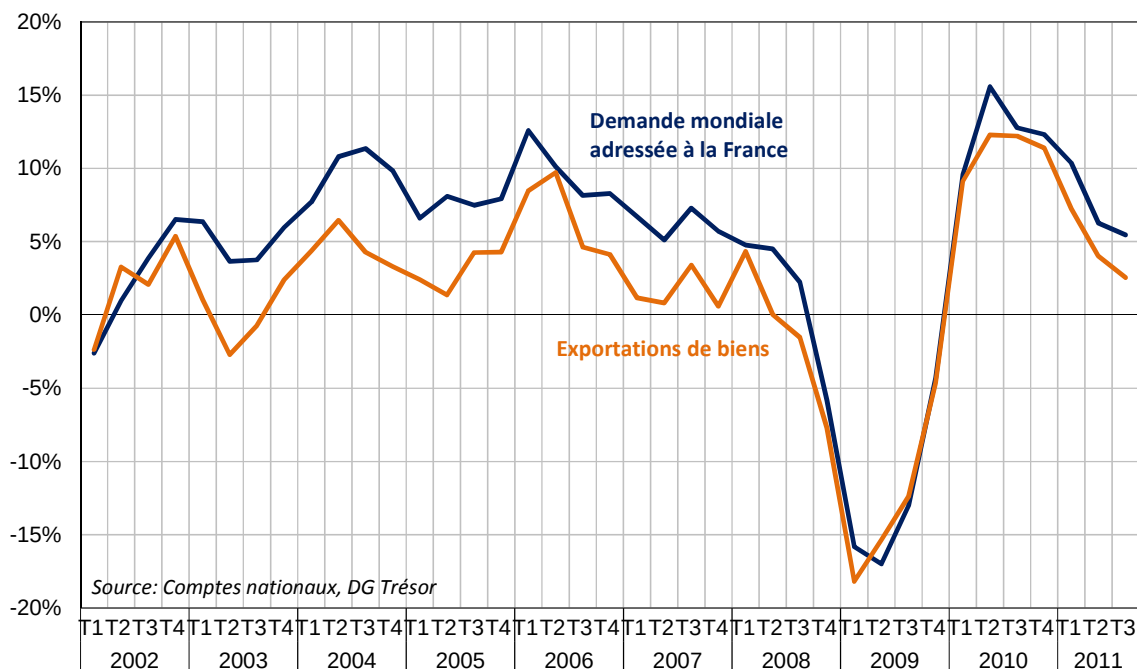


Figure 3 : les parts de marché relatives de la France en volume vis-à-vis des partenaires de l'OCDE sont stables depuis 2009

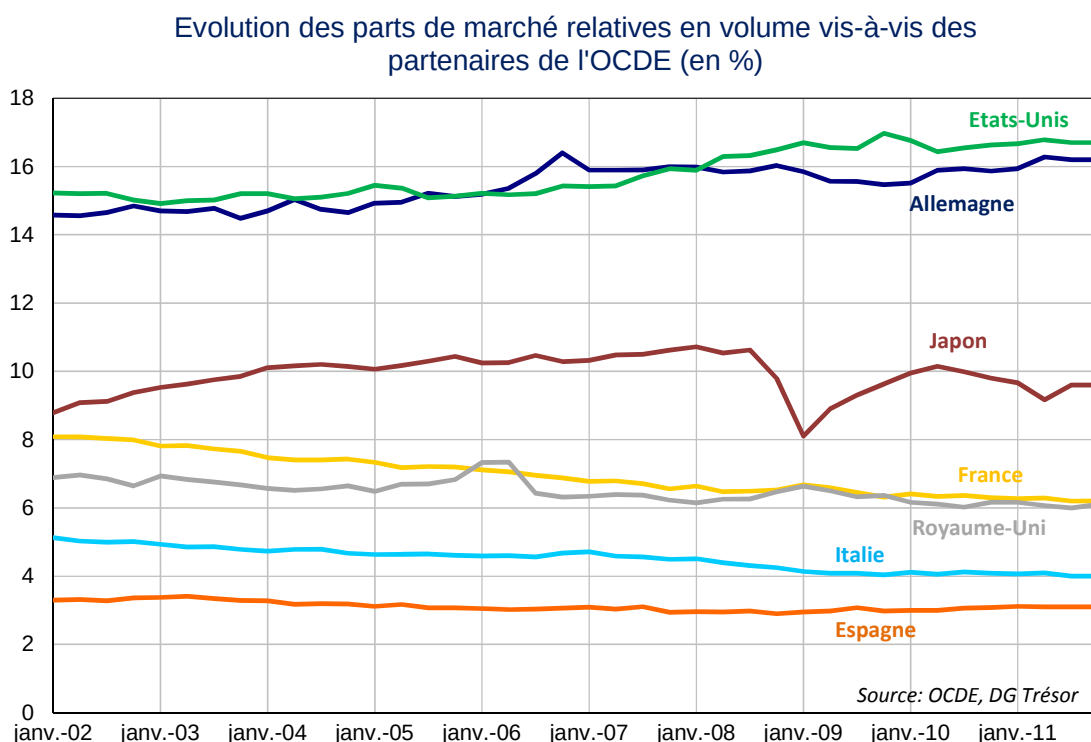
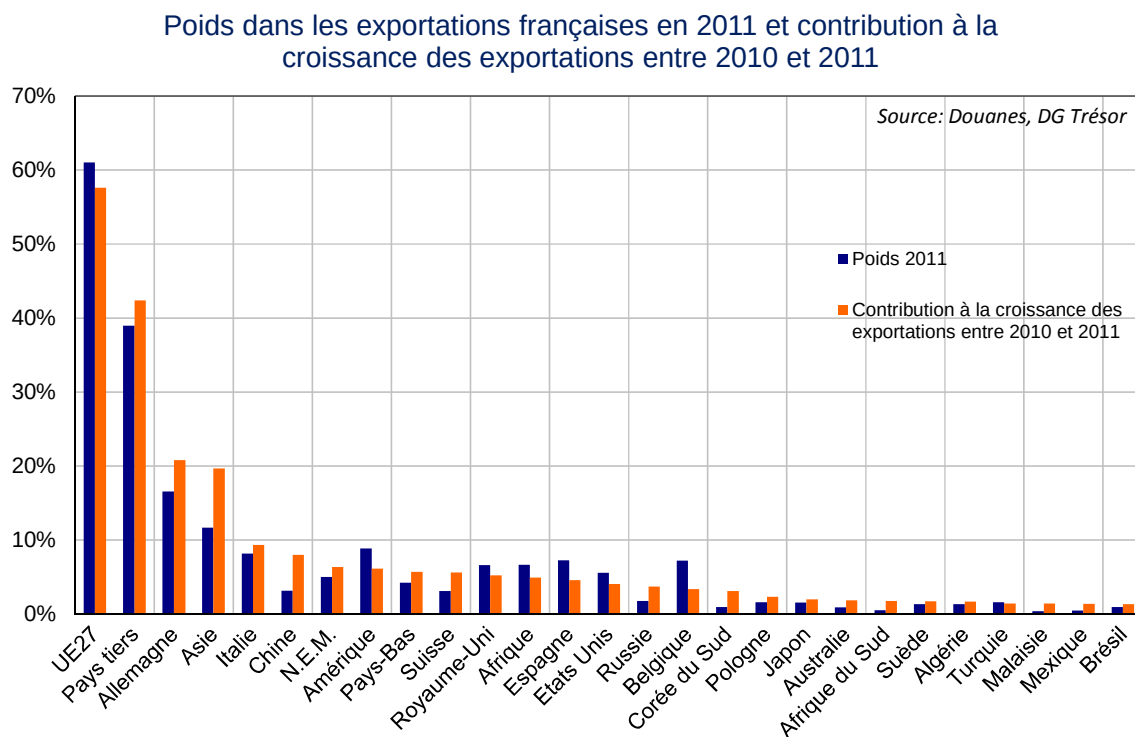


Figure 4 : l'Asie contribue autant à la croissance des ventes françaises que l'Allemagne en 2011





Les résultats du commerce extérieur de la France en 2011

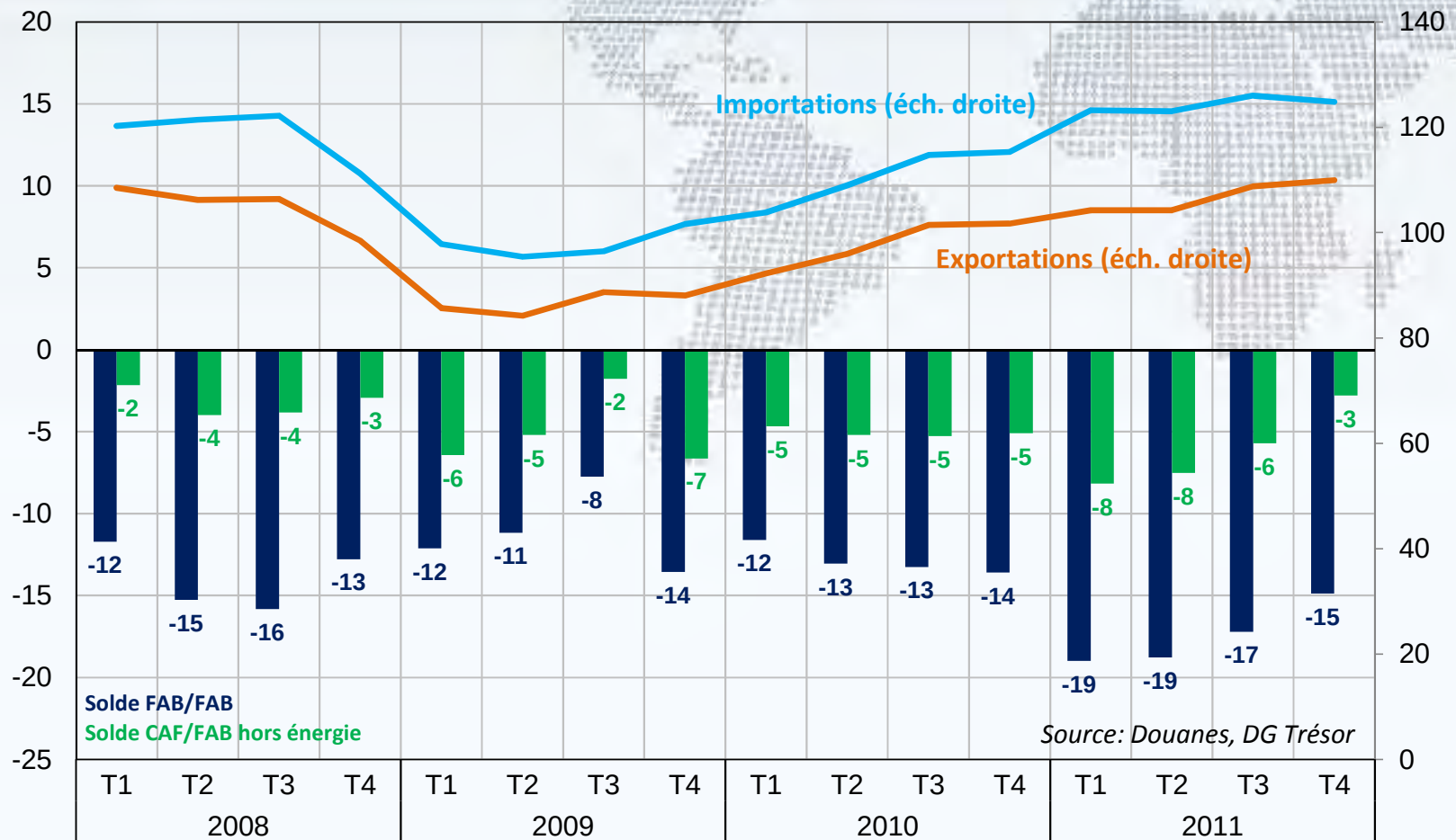
Conférence de presse – 7 février 2012



I. Données générales

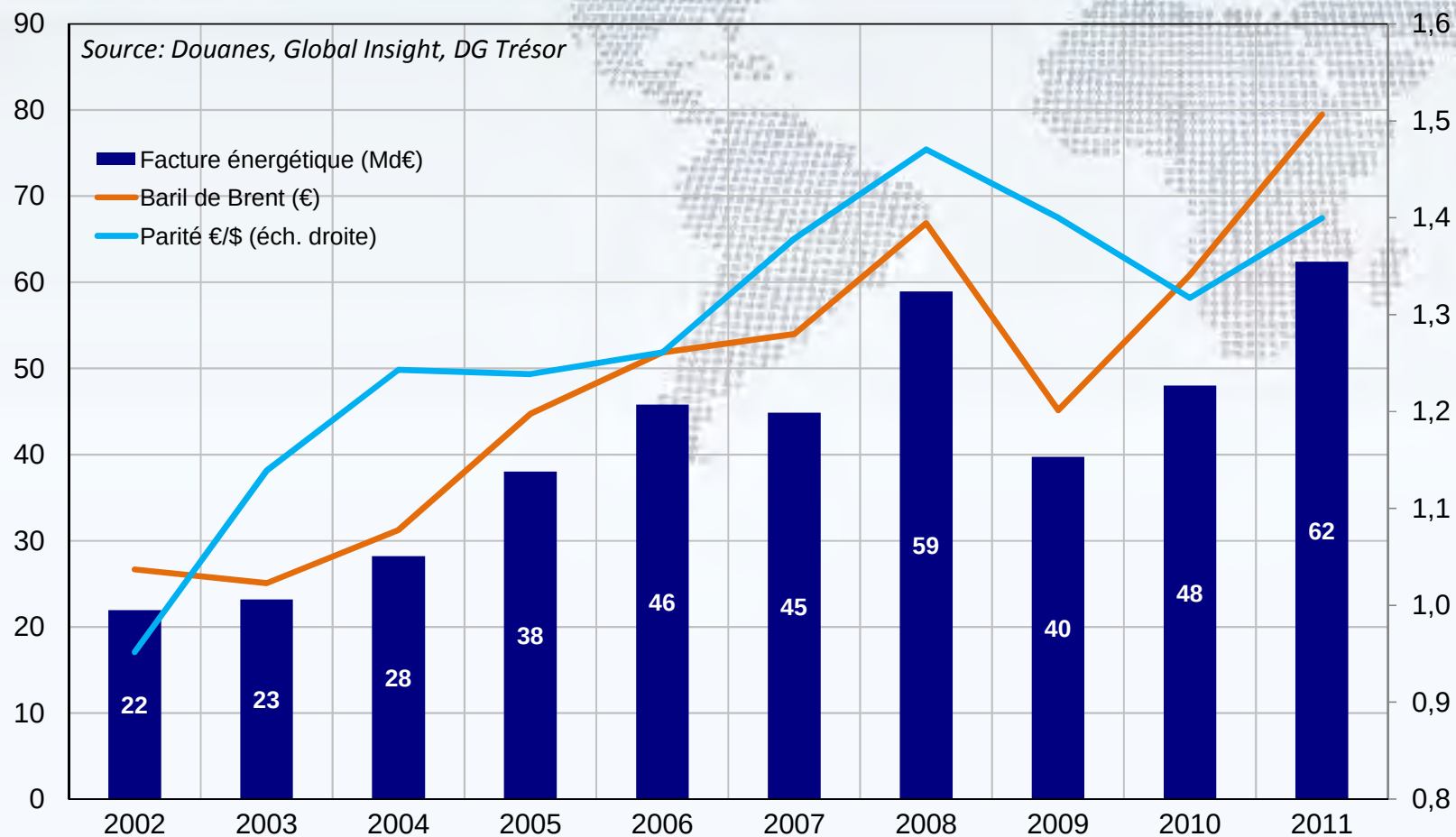
En 2011, les échanges de la France ont poursuivi leur croissance mais à un rythme moins soutenu qu'en 2010

Evolution trimestrielle des échanges de la France
(Données FAB/FAB, en Md€)



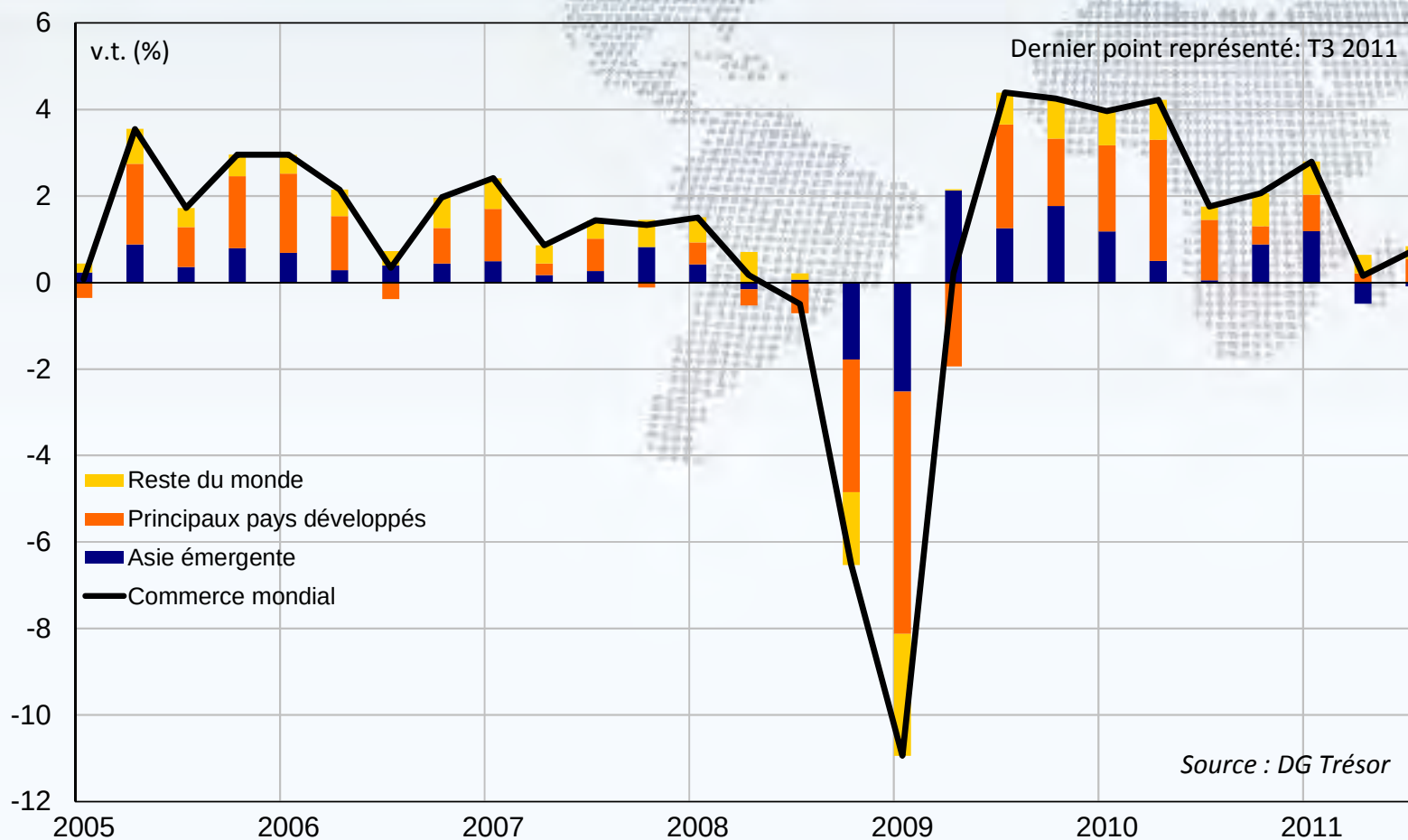
L'alourdissement de la facture énergétique, à son plus haut niveau, explique plus des 3/4 de la dégradation du solde en 2011

Evolution de la facture énergétique (en Md€), du prix du baril de Brent (en €) et de la parité euro-dollar



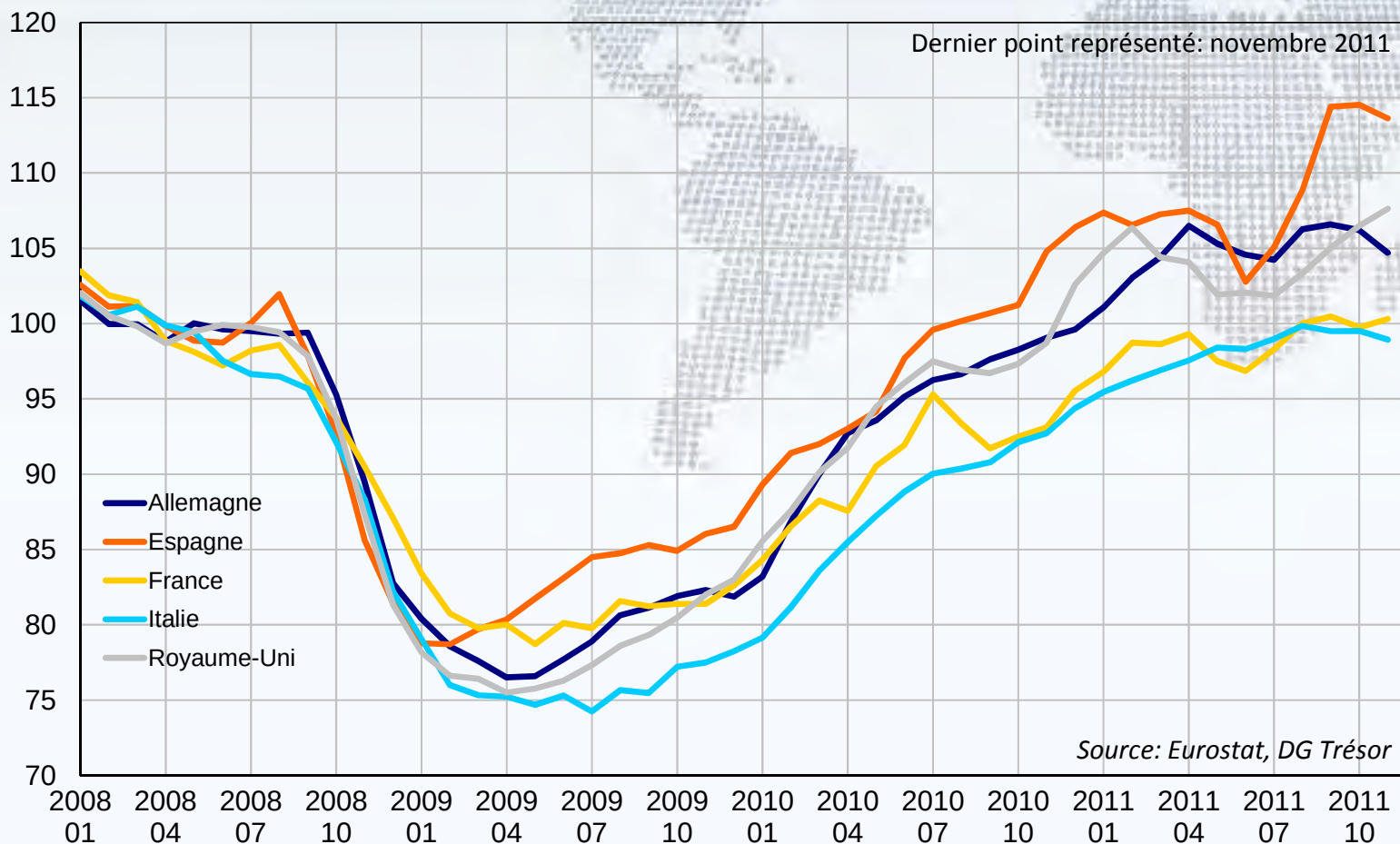
Le ralentissement des échanges en 2011 coïncide avec celui du commerce mondial

Evolution trimestrielle du commerce mondial et contributions des principales zones géographiques



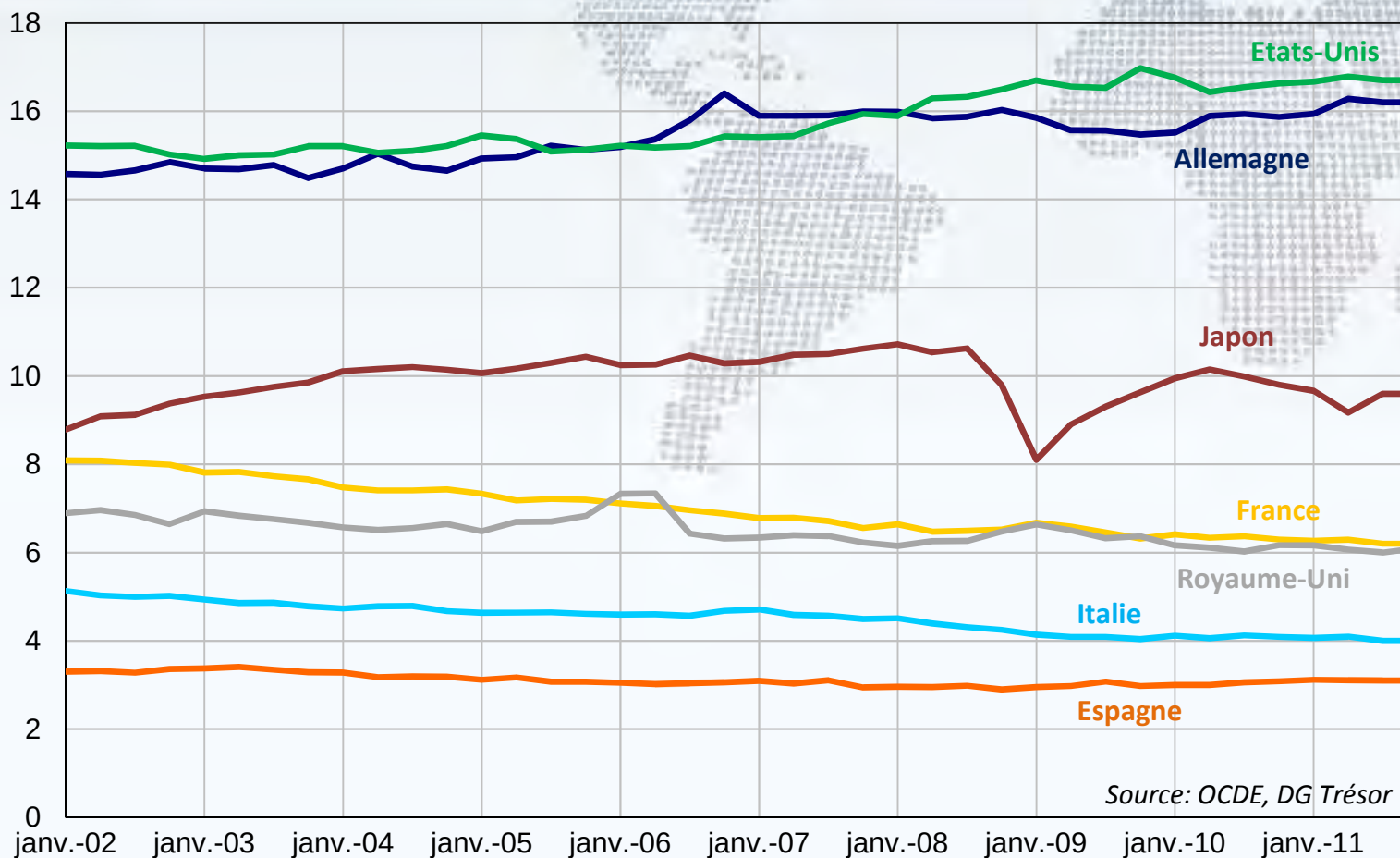
Les exportations françaises augmentent de 9%, dépassant désormais leur niveau d'avant-crise

Evolution des exportations des cinq premières économies européennes
(Base 100: moyenne du S1 2008, moyenne mobile sur 3 mois)



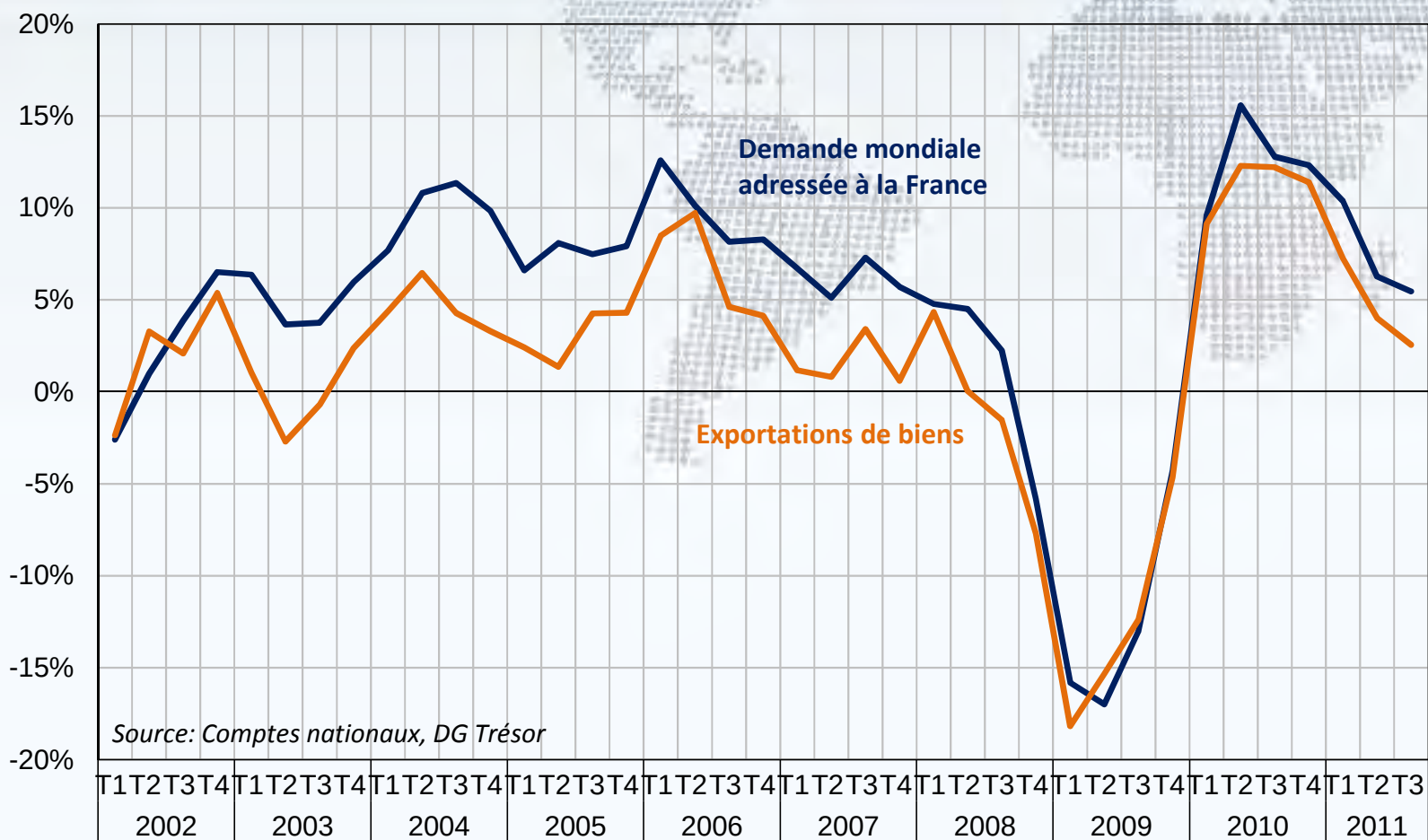
La part de marché de la France vis-à-vis de ses partenaires de l'OCDE a cessé de reculer

Evolution des parts de marché relatives en volume vis-à-vis des partenaires de l'OCDE (en %)



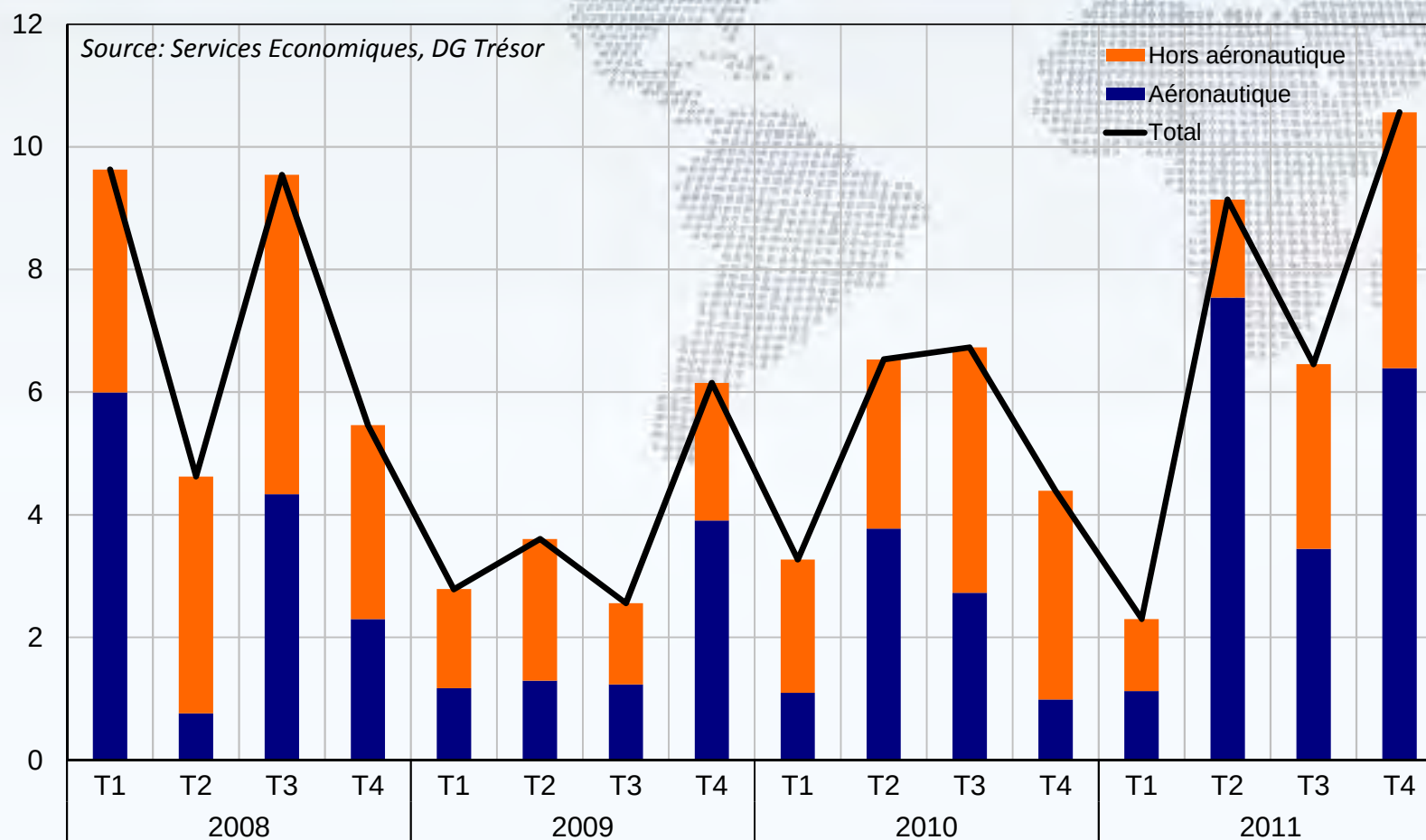
La France ne parvient pas à répondre complètement à la demande qui lui est adressée en 2011

Demande mondiale adressée à la France et exportations de biens
(Données trimestrielles en volume)



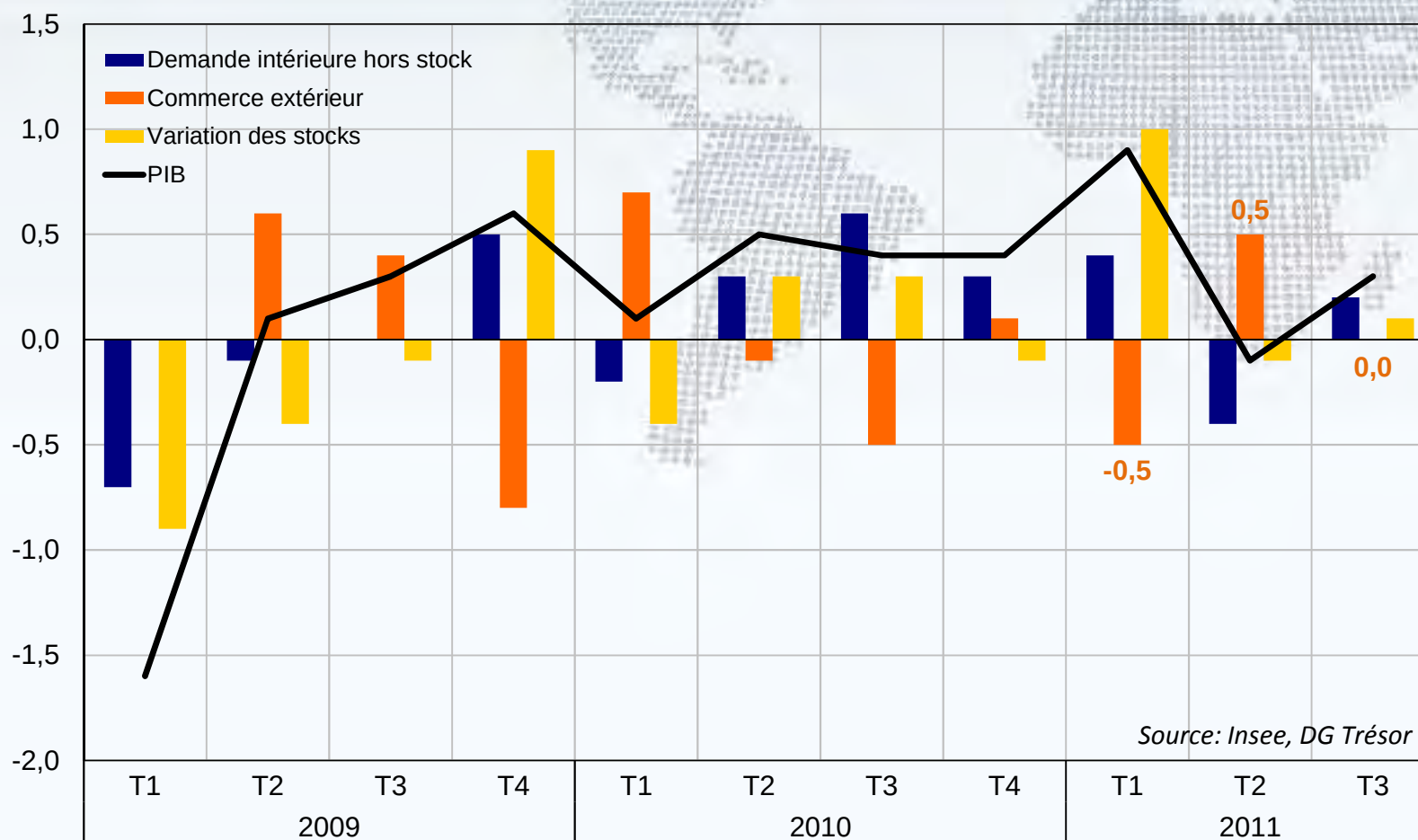
Les signatures de grands contrats d'équipement civil dans les pays émergents ont bondi de 36 % entre 2010 et 2011

Part française des grands contrats d'équipement civil signés dans les pays émergents (en Md€)



En 2011, la contribution du commerce extérieur à la croissance du PIB devrait être légèrement négative (-0,3pt)

Contributions à la croissance du PIB en volume
(Variations trimestrielles en %, contributions en points de PIB)

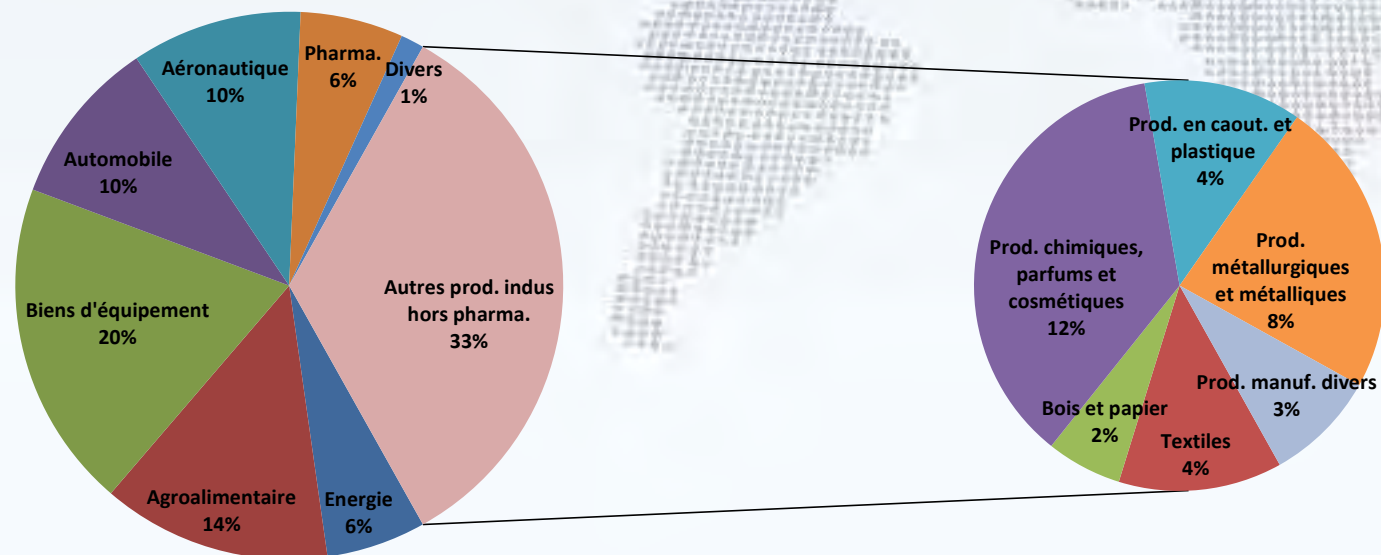


Source: Insee, DG Trésor

II. Les secteurs

Rappel: la répartition sectorielle des exportations de biens de la France en 2011

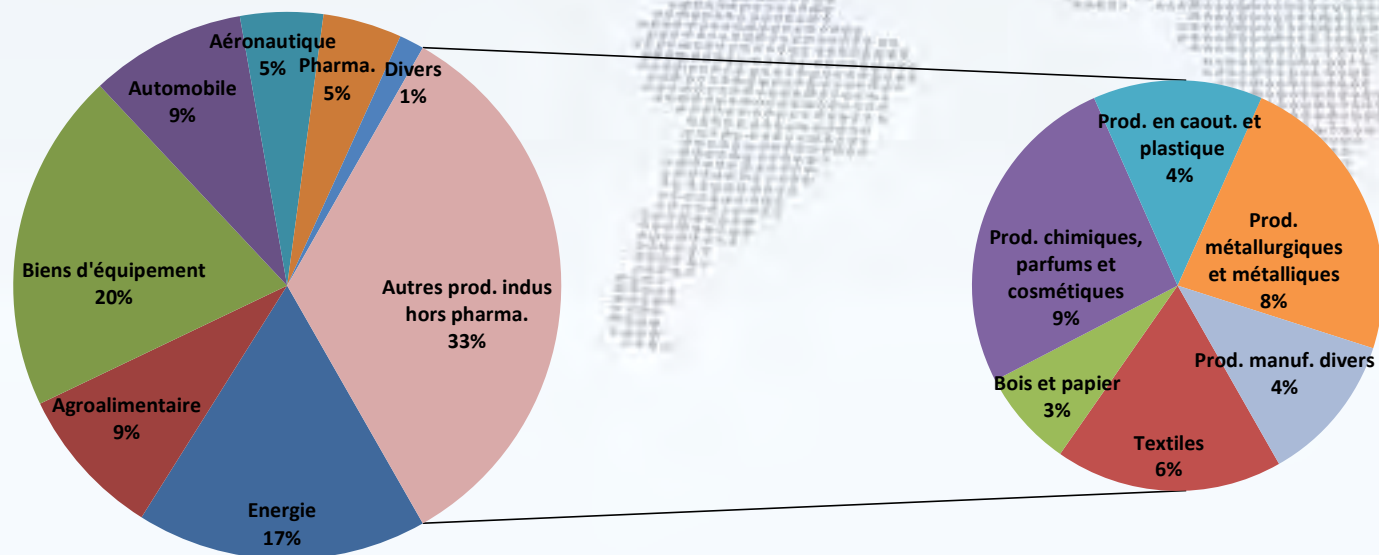
Structure sectorielle des exportations françaises en 2011



Source: Douanes, DG Trésor

Rappel: la répartition sectorielle des importations de biens de la France en 2011

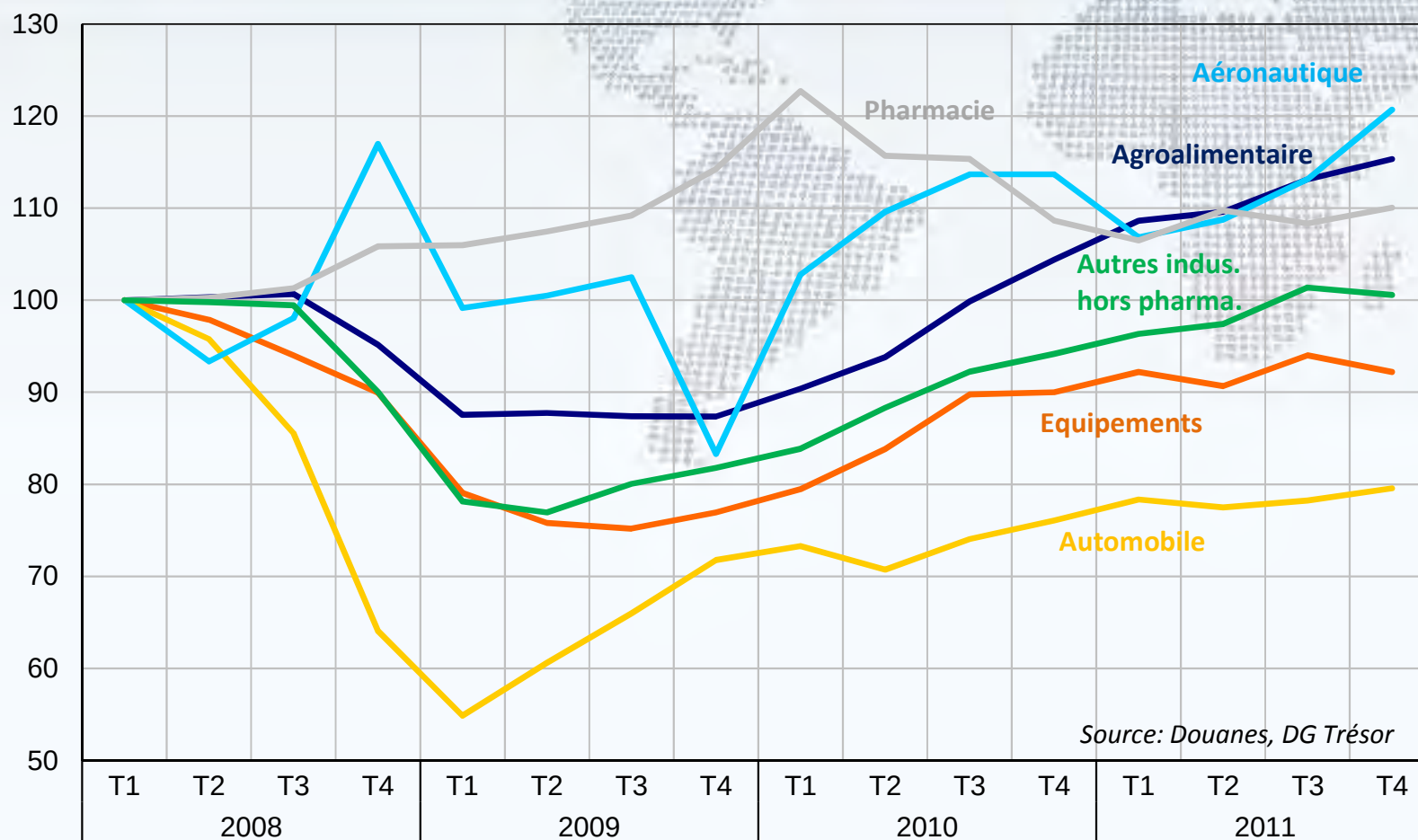
Structure sectorielle des importations françaises en 2011



Source: Douanes, DG Trésor

A l'exception des biens d'équipement et de l'automobile, tous les secteurs ont retrouvé en 2011 leur niveau d'avant-crise

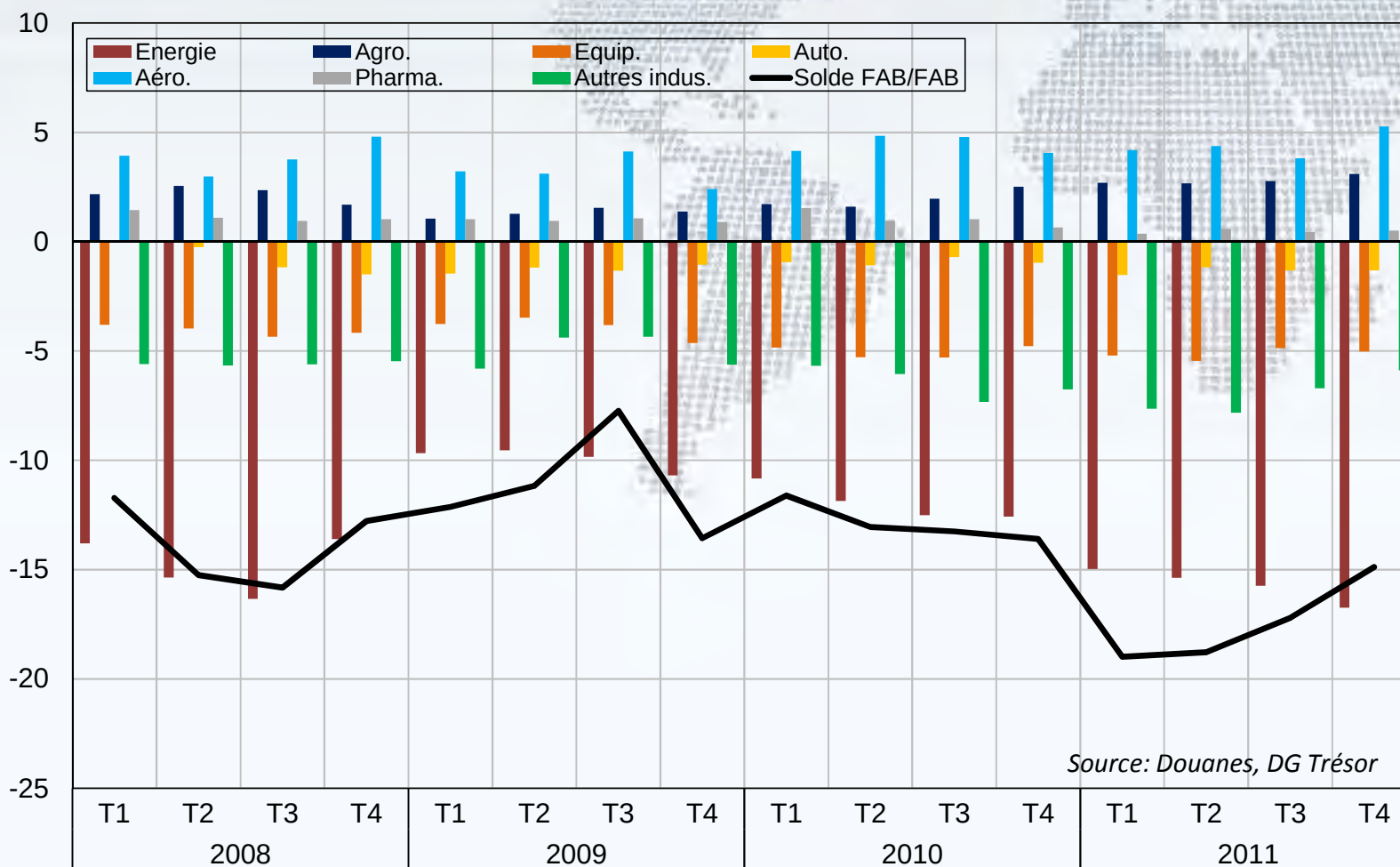
Evolution trimestrielle des exportations françaises par secteur
(Base 100 au T1 2008)



Source: Douanes, DG Trésor

L'année 2011 est marquée par l'importante augmentation de l'excédent agroalimentaire

Evolution trimestrielle des soldes sectoriels de la France (en Md€)

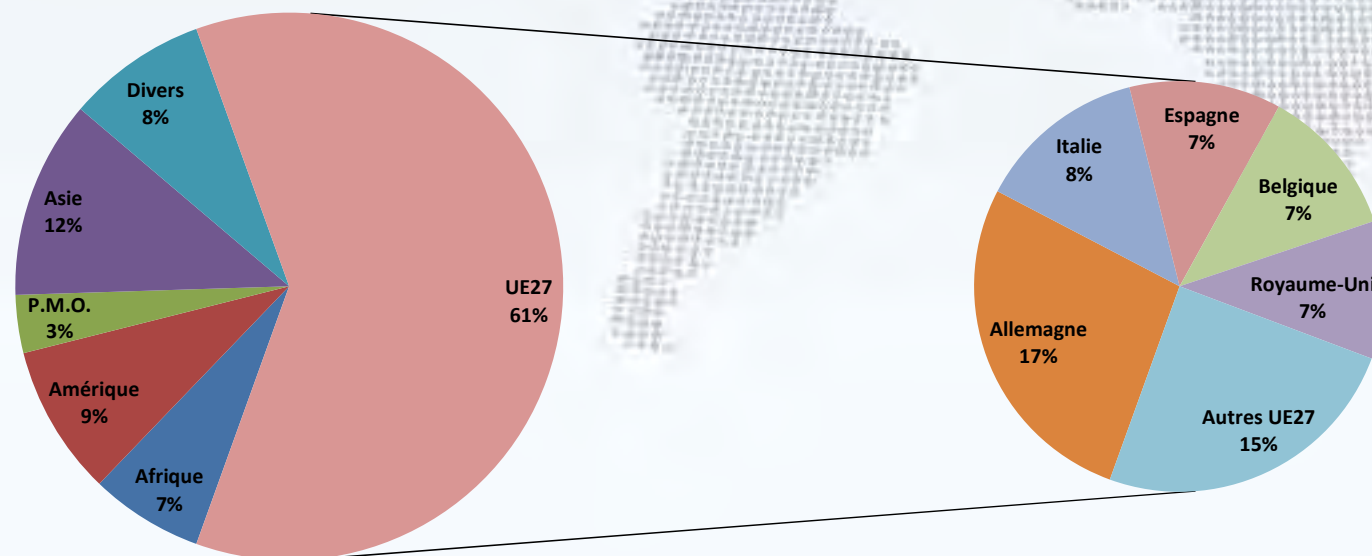


Source: Douanes, DG Trésor

III. Les pays

Rappel: la répartition géographique des exportations de biens de la France en 2011

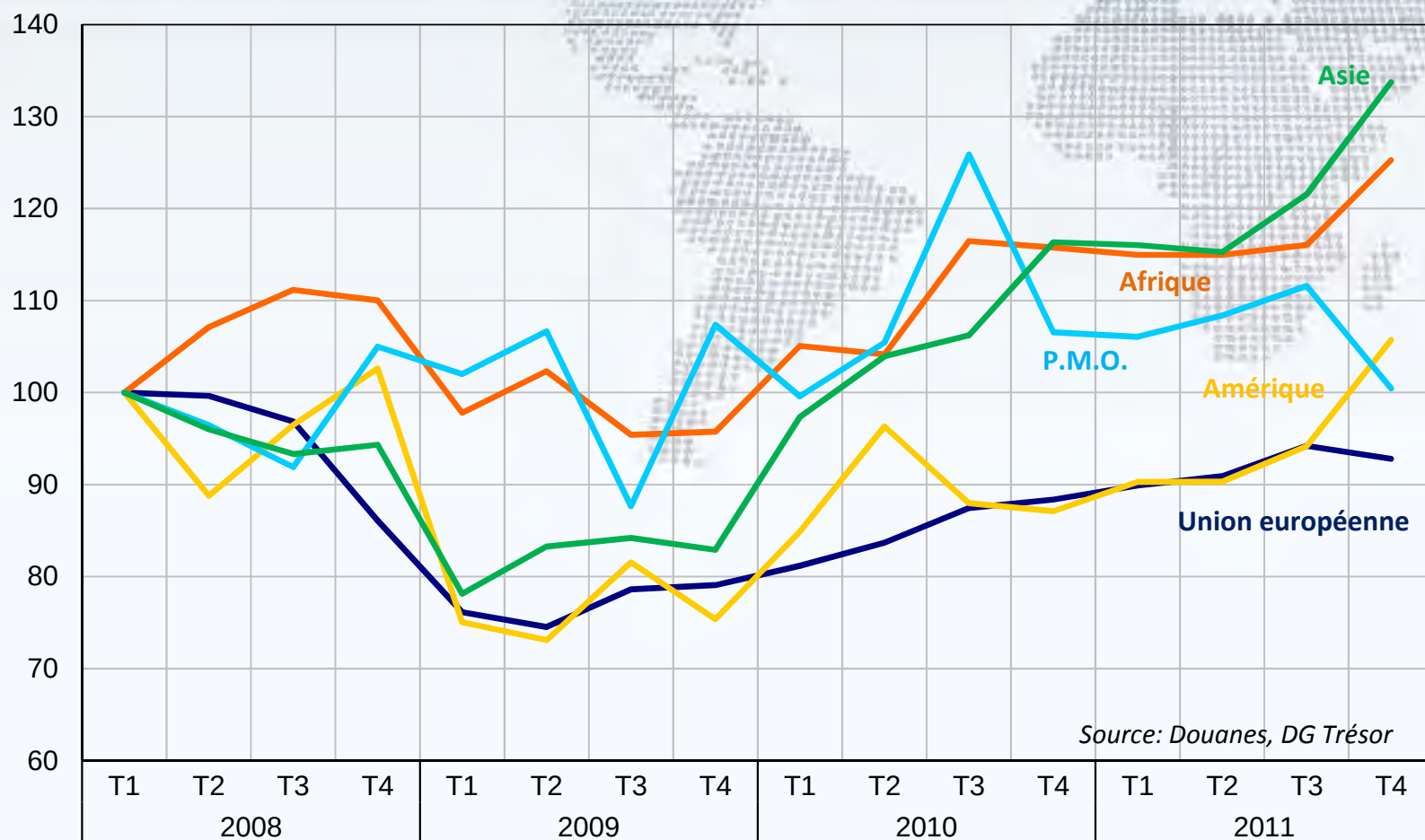
Structure géographique des exportations françaises en 2011



Source: Douanes, DG Trésor

En 2011, les exportations françaises sont les plus dynamiques en Asie et en Afrique

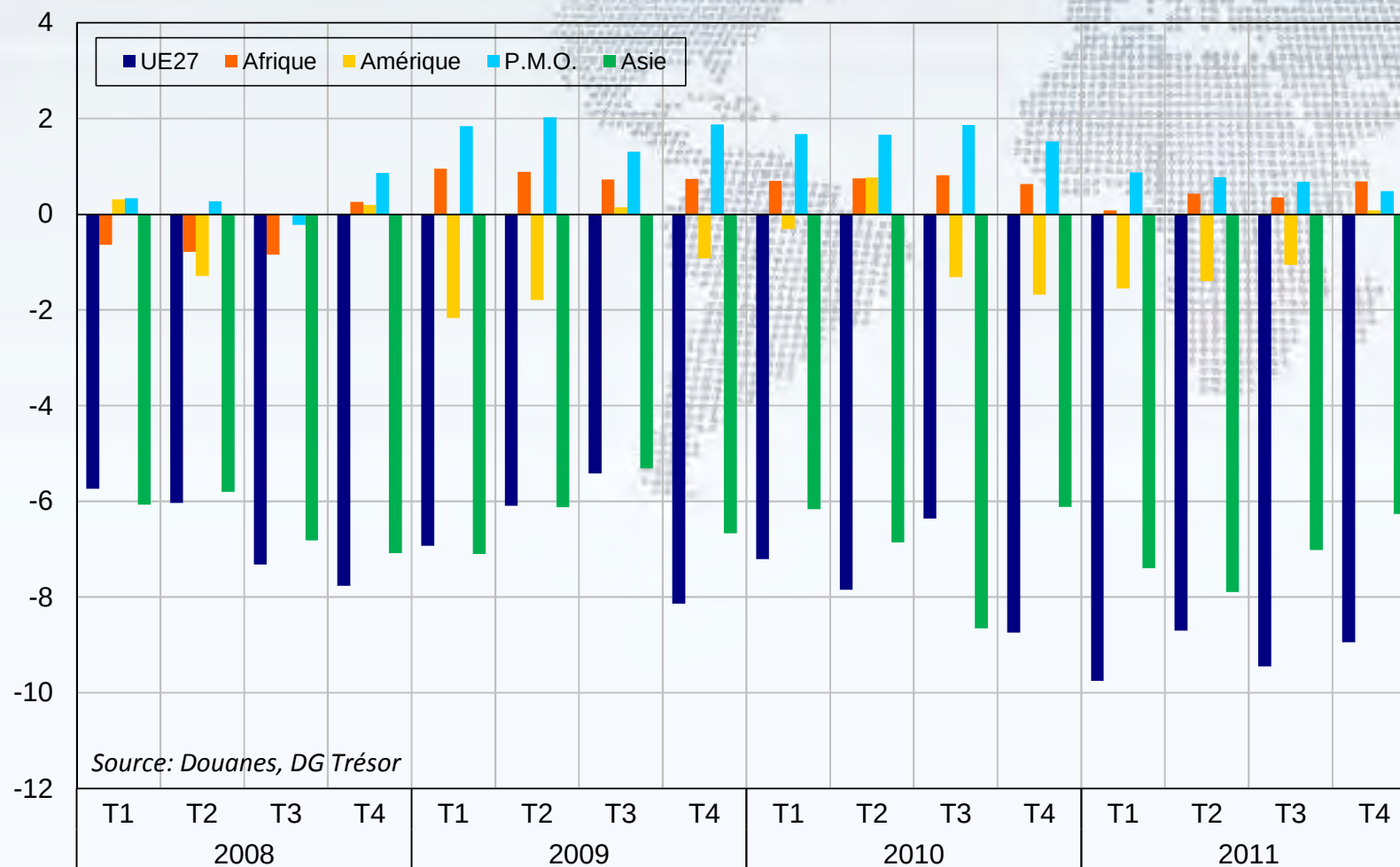
Evolution trimestrielle des exportations françaises par zone
(Base 100 au T1 2008)



Source: Douanes, DG Trésor

En 2011, le déficit avec l'Union européenne se creuse alors que celui avec l'Asie se réduit

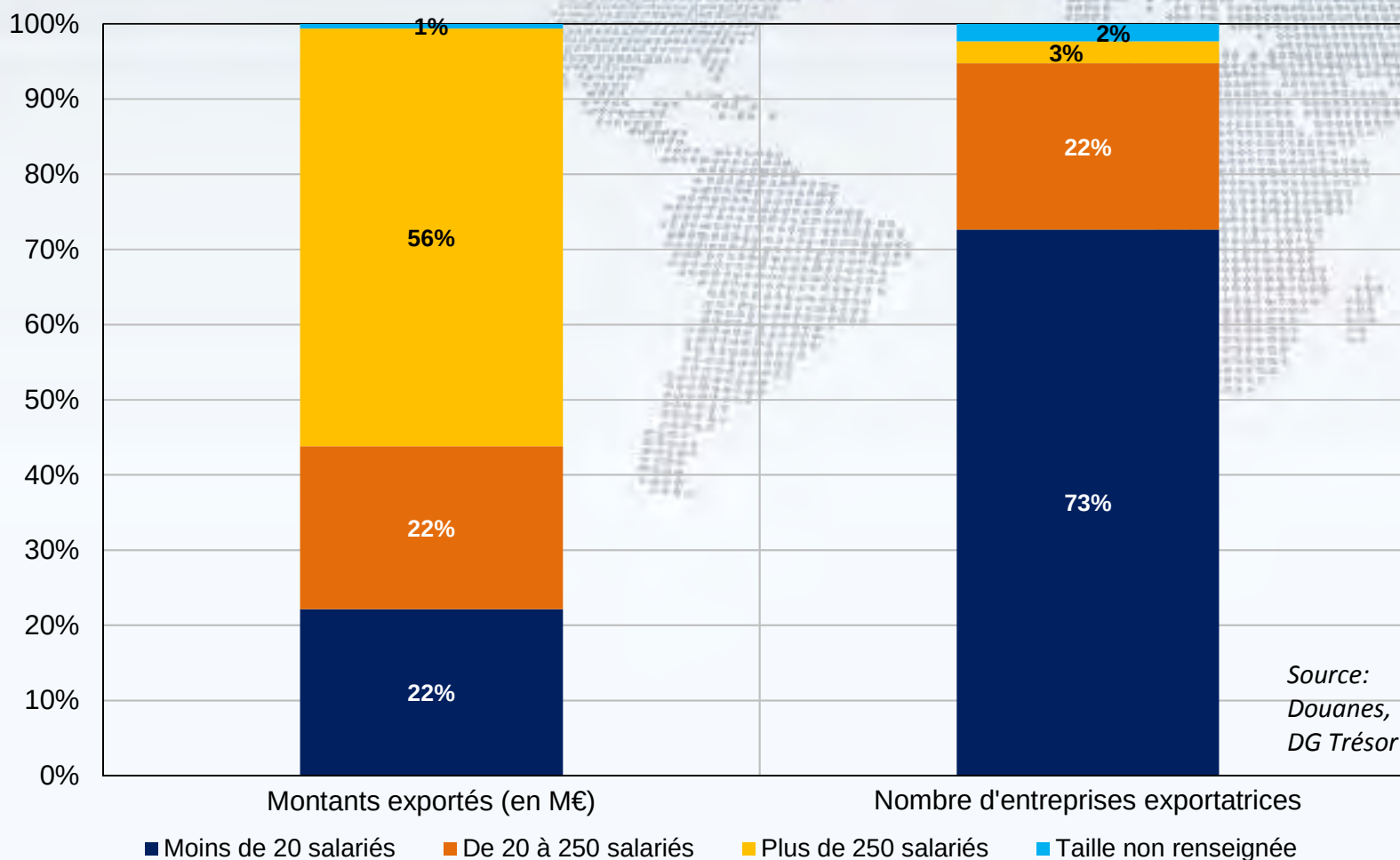
Evolution trimestrielle des soldes géographiques de la France (en Md€)



IV. L'appareil exportateur

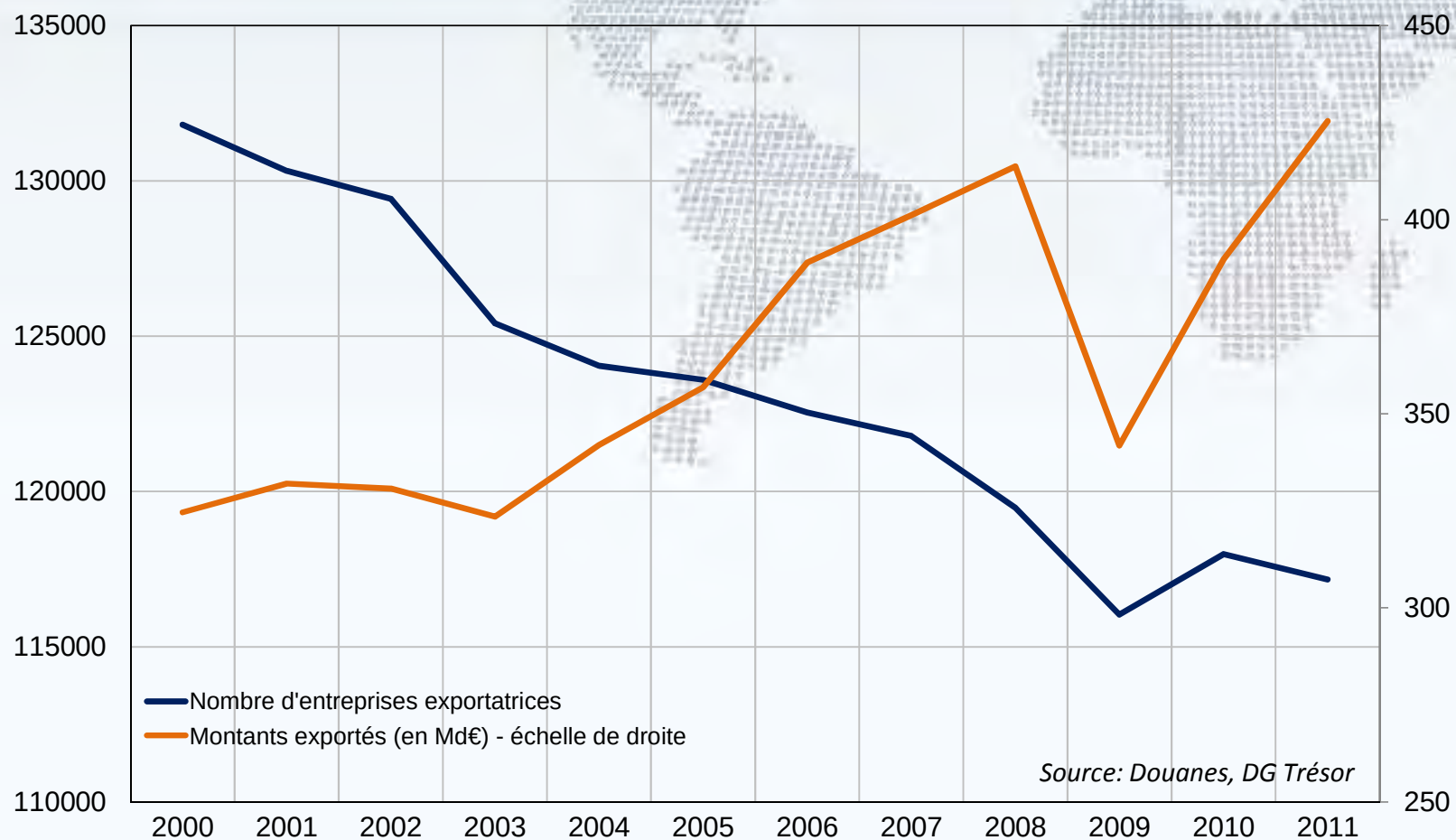
L'appareil exportateur français est très concentré: 3% du nombre (≥ 250 sal.) font 56% des montants

Répartition de l'appareil exportateur selon la taille de l'entreprise en 2011



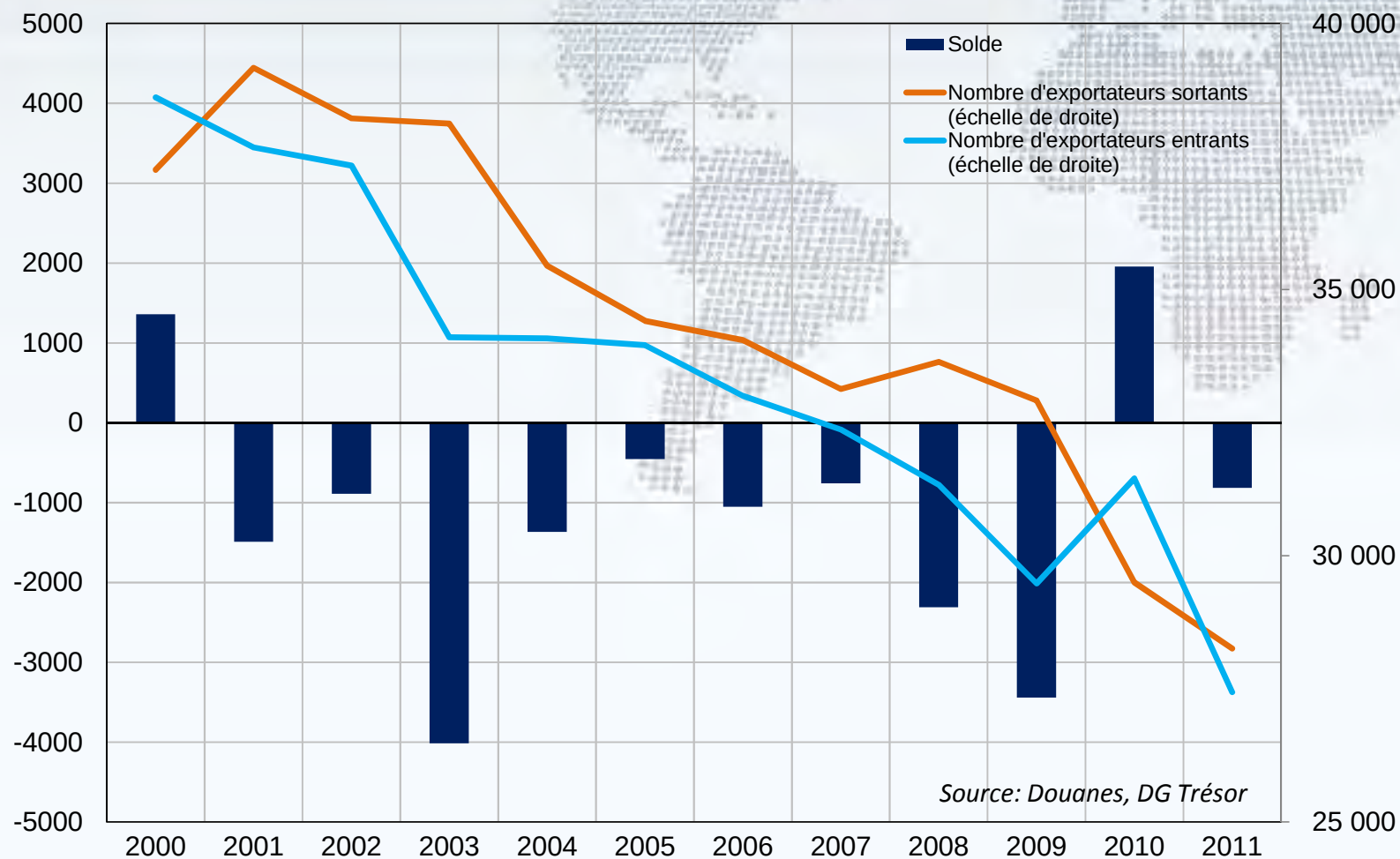
Après une hausse historique en 2010, le nombre d'exportateurs se stabilise en 2011

Evolution annuelle du nombre d'entreprises exportatrices et des montants exportés (en Md€)



La prédominance de petites entreprises se traduit par une forte « intermittence » à l'export ...

Evolution annuelle du nombre d'exportateurs "entrants" et "sortants"



ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL ET COMMERCE MONDIAL EN 2011

Après avoir fortement rebondi en 2010, l'activité mondiale a sensiblement ralenti en 2011 sous l'effet de plusieurs chocs. Le commerce mondial a quant à lui enregistré la même inflexion, amplifiant *de facto* ce ralentissement. La reprise économique mondiale a en effet été marquée par la fin des soutiens temporaires (plans de relance et processus de restockage des industriels) et a subi les conséquences négatives de plusieurs chocs exogènes : au 1^{er} semestre avec la hausse du prix des matières premières et le tremblement de terre au Japon, et au 2nd semestre avec la recrudescence des tensions financières, en particulier en zone euro. Ces chocs ont largement pesé sur la demande intérieure, déjà pénalisée par le processus de désendettement des administrations publiques et des ménages dans les économies avancées. Le ralentissement de l'activité mondiale masque toutefois d'importantes hétérogénéités, d'une part entre les économies avancées et les économies émergentes, et d'autre part entre les principales économies avancées, avec un fléchissement plus prononcé en zone euro en fin d'année en raison de l'impact de la crise de la dette sur la confiance des agents privés. Dans ce contexte, le commerce mondial a sensiblement fléchi tout au long de l'année 2011, amplifiant en retour le ralentissement de l'activité internationale.

I/ Ralentissement de l'activité mondiale en 2011...

L'activité mondiale a sensiblement ralenti à partir du début de l'année 2011 (cf. figure 1) sous l'effet de la fin des soutiens temporaires de 2010 et de l'impact négatif de plusieurs chocs exogènes sur la demande intérieure, alors même que cette dernière apparaissait déjà contrainte par le processus d'assainissement du bilan des agents privés comme publics dans les économies avancées.

Le prix du pétrole en dollars a augmenté d'environ 35 % au 1^{er} semestre 2011, en raison des événements politiques liés au « printemps arabe » lesquels ont notamment entraîné une réduction significative de la production libyenne. Cette hausse des prix a pesé sur le pouvoir d'achat des ménages et sur leur consommation, en particulier au sein des économies avancées les plus dépendantes sur le plan énergétique.

Par ailleurs, en mars 2011, le tremblement de terre au Japon, au-delà des dramatiques conséquences humaines, a fortement perturbé l'activité économique nippone, ce qui a eu d'importantes répercussions mondiales. La catastrophe a pesé sur la demande intérieure et endommagé l'appareil productif japonais, entraînant un repli des exportations et une désorganisation des chaînes d'approvisionnement domestiques et internationales. L'Asie, les États-Unis et, plus généralement, le secteur automobile des partenaires commerciaux du Japon, ont ainsi été particulièrement touchés au cours du 2^e trimestre.

L'été a ensuite été marqué par une grande instabilité sur les marchés à la suite d'événements qui ont ébranlé la confiance des investisseurs des deux côtés de l'Atlantique (crise de la dette souveraine en zone euro, révision à la baisse de la croissance américaine et dégradation de la note américaine). Cette chute de confiance a eu pour principale conséquence une nette correction des marchés boursiers et un durcissement des conditions d'octroi de crédit, en particulier en zone euro. Si l'activité est restée relativement solide au 3^e trimestre 2011, les indicateurs économiques laissent attendre au 4^e trimestre un ralentissement prononcé de l'activité au Japon, en Chine, et au Royaume-Uni, avec une probable contraction du PIB au sein de la zone euro, et plus particulièrement dans les principales économies du Sud (Espagne et Italie).

II/ ...amplifié par celui du commerce mondial

Après avoir catalysé la reprise en 2010, en particulier dans les pays fortement tournés vers l'extérieur, le commerce mondial a nettement ralenti depuis le début de l'année 2011.

Au 2^e trimestre 2011, le rythme de croissance du commerce mondial a en effet sensiblement fléchi (cf. figure 2), s'établissant à un rythme de croissance inférieur à sa moyenne de long terme. Ce phénomène s'explique par le moindre dynamisme de la consommation et de l'investissement, pénalisés par l'augmentation du prix des matières premières et la poursuite du processus de désendettement des administrations publiques et des ménages dans les économies avancées.

Les conséquences du séisme de Sendai sur les chaînes de production mondiales ont également joué, en particulier en Asie émergente et dans une moindre mesure aux États-Unis, qui réalisent une part importante de leurs échanges avec le Japon.

Le ralentissement s'est poursuivi au 3^e trimestre avec une demande intérieure moins forte que prévu dans les économies avancées du fait des turbulences financières et de l'incertitude pesant sur les perspectives économiques.

Dans un contexte économique international toujours difficile, les échanges commerciaux auraient poursuivi leur ralentissement en fin d'année, une tendance confirmée par la plupart des indicateurs avancés.

Au final, sur l'ensemble de l'année 2011, le commerce mondial serait moins dynamique par rapport à 2010, mais resterait toutefois proche de sa moyenne de long terme (à environ +7 % en volume contre +14½ % en 2010).

ANNEXE

Figure 1 : après avoir soutenu la reprise en 2010, le ralentissement du commerce mondial en 2011 pèse sur l'activité mondiale

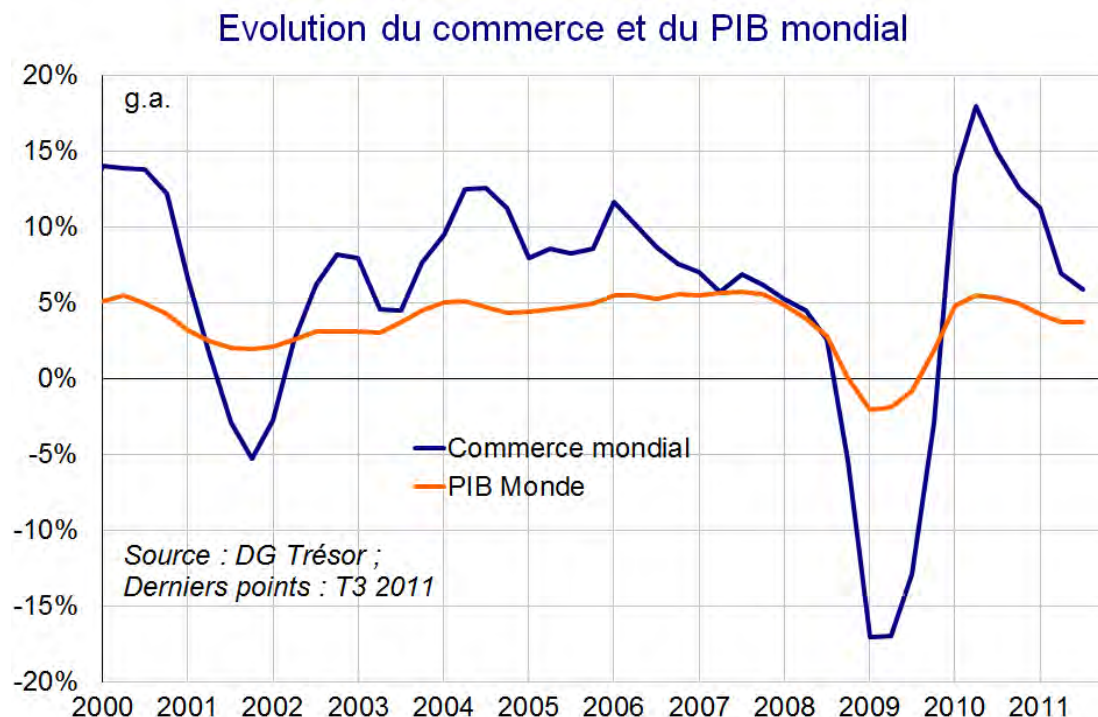
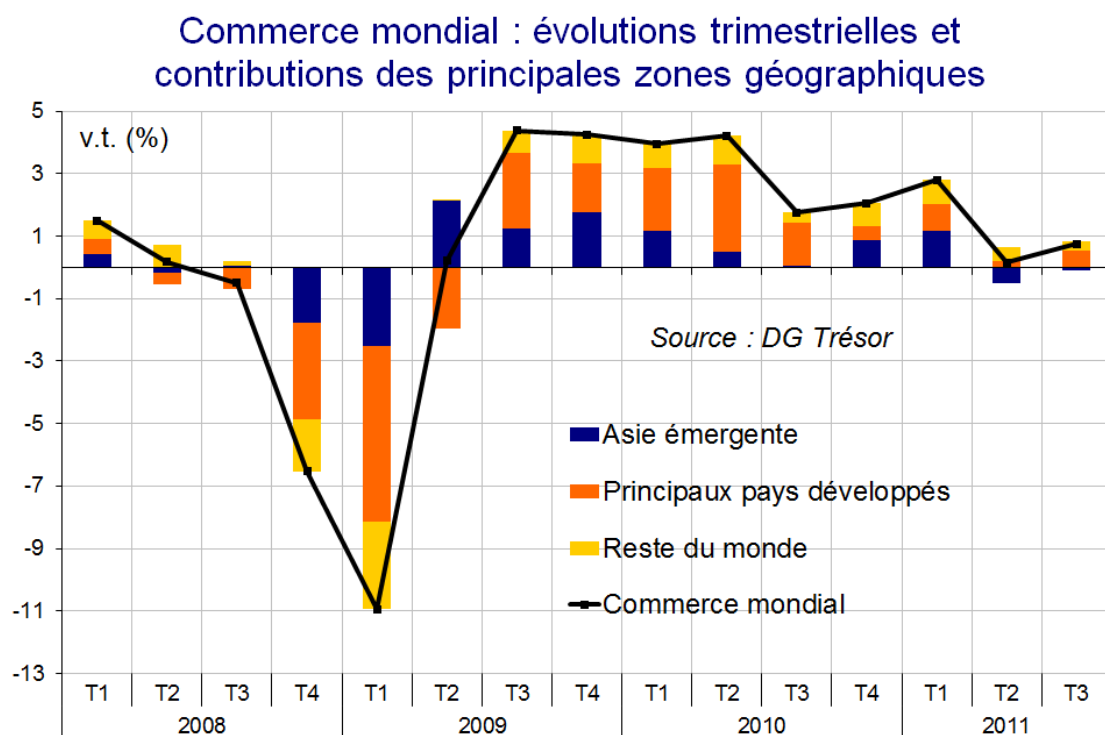


Figure 2 : à partir du 2^e trimestre 2011, la contribution au commerce mondial des principaux pays développés et de l'Asie émergente a sensiblement diminué



LA COMPETITIVITE DE LA FRANCE EN 2011

L'appréciation de l'euro sur la première partie de l'année 2011 a pesé sur la compétitivité française, qui s'est ensuite renforcée au 2nd semestre avec la dépréciation de la monnaie européenne.

I/ Le taux de change effectif nominal de la France s'est orienté à la baisse au 2nd semestre 2011, sous l'effet d'une forte dépréciation de l'euro face au dollar et aux monnaies asiatiques (cf. gr. 1 en annexe)

Après s'être apprécié en première partie d'année face à la plupart des devises, l'euro s'est progressivement déprécié au cours du 2nd semestre 2011. Face au dollar, la monnaie européenne a reculé de respectivement 2,4 % et 3,9 % aux 3^e et 4^e trimestres, effaçant l'appréciation au cours de la première moitié de 2011 (+2,4 % et +3,6 % aux 1^{er} et 2^e trimestres). L'euro a atteint un pic à 1,45 \$ en avril. Face au yen et au yuan, l'euro s'est également déprécié au cours des deux derniers trimestres de 2011 (de respectivement 6,7 % et 4,1 % contre la monnaie nippone et de 3,7 % et 4,8 % contre la monnaie chinoise).

Le contraste entre les mouvements de change depuis la mi-2010 (-1,5 % au 2nd semestre 2010 suivi de +1,0 % au 1^{er} semestre 2011 et de -0,5 % au 2nd semestre 2011) fait que, au total, vis-à-vis d'un panier de 42 devises, le taux de change effectif nominal de la France est resté quasi stable en 2011 (+0,1 % après -4,3 % en 2010).

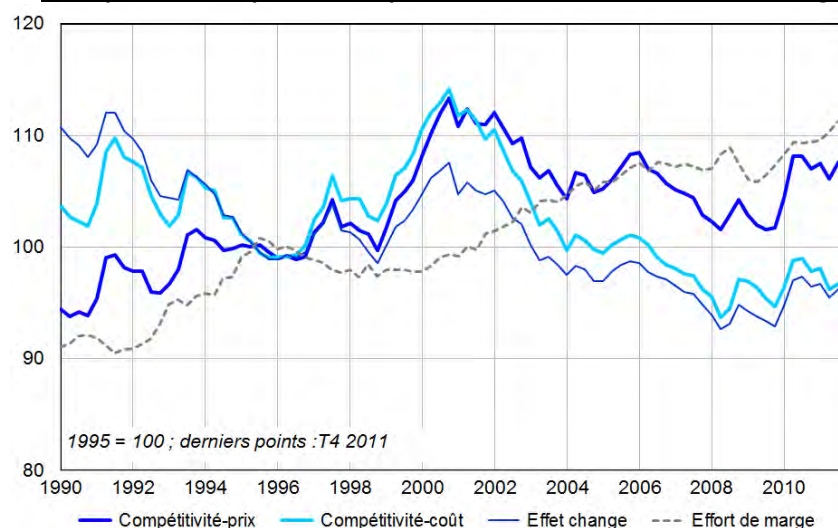
II/ La compétitivité-prix de la France s'améliore légèrement en 2011 malgré une dégradation de la compétitivité-coût (cf. gr. 2)

Par rapport à ses partenaires de l'OCDE, la compétitivité-prix et la compétitivité-coût de la France ont suivi des trajectoires similaires au début de l'année 2011¹. Sur la deuxième partie de l'année, les évolutions sont plus contrastées en raison du comportement de marge des entreprises françaises.

Au total, en 2011, la compétitivité-coût de la France recule (-0,9 % en moyenne annuelle après +2,2 % en 2010). Après avoir connu une baisse marquée au 2^e trimestre (-1,9 %), elle progresse en fin d'année (+0,5 % et +0,6 % aux 3^e et 4^e trimestres), reflétant essentiellement l'évolution du change. En revanche, la compétitivité-prix s'inscrit en légère hausse (+0,4 % après +4,8 % en 2010), en raison d'un plus grand effort de marge consenti par les entreprises exportatrices françaises.

¹ Les résultats présentés sont calculés à partir des données de prix à l'exportation et de coûts salariaux unitaires de la base OCDE Perspectives économiques n°90, novembre 2011, comportant des prévisions pour le 4^e trimestre 2011.

Compétitivité-prix, compétitivité-coût, effort de marge



* $\text{Effet change} = 1 / \text{taux de change effectif nominal}$

** L'effort relatif de marge est le rapport de la compétitivité-prix et de la compétitivité-coût : une hausse correspond à un effort relatif de marge plus important de la part des exportateurs français

Sources : données OCDE, calculs DG Trésor.

Dans une perspective de plus long terme, la compétitivité-prix de la France vis-à-vis de ses partenaires de l'OCDE s'établit au 4^e trimestre 2011 à un niveau supérieur de 4,6 % à sa moyenne depuis 1990. Cette évolution est permise par un plus grand effort de marge réalisé par les exportateurs français.

III/ Du fait de la baisse de l'euro, la compétitivité des principaux partenaires de la Zone Euro est, elle aussi, orientée à la hausse au 2nd semestre 2011, après le repli de début d'année (cf. gr. 3 et 4)

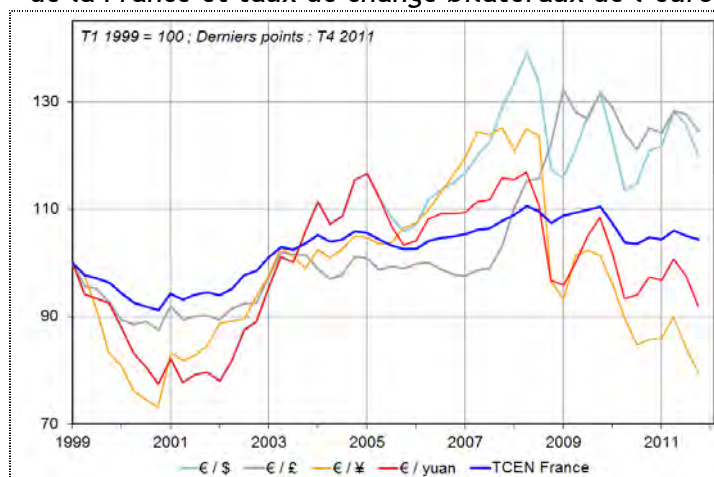
À l'image de la France, les autres principales économies de la Zone Euro ont également enregistré une légère baisse de leur compétitivité en début d'année suivie d'une hausse en fin d'année.

La compétitivité-prix de l'Allemagne a encore progressé en 2011 (+1,5 % après +4,5 % en 2010). Au 4^e trimestre 2011, elle se situe à près de 8 % au-dessus de sa moyenne depuis 1990. En revanche, la compétitivité-coût allemande s'essouffle quelque peu en 2011 (-0,2 % après +4,7 % en 2010).

À l'inverse, pour l'Italie comme pour l'Espagne, la compétitivité est inscrite depuis plus de dix ans sur une tendance persistante à l'érosion. Elle s'établit donc nettement en-dessous du niveau moyen observé depuis 1990, aussi bien pour l'Italie que pour l'Espagne. Pour ces deux pays, la compétitivité-prix a toutefois rebondi en 2010. En 2011, l'Espagne connaît de nouveau une évolution encourageante avec une progression de sa compétitivité-coût (+2,5 %), mais qui, du fait d'un moindre effort de marge relatif, ne se transmet pas à sa compétitivité-prix (quasiment constante). L'Italie voit sa compétitivité-prix baisser (-1,6 %), du fait d'une moindre compétitivité-coût (-1,2 %) et d'un moindre effort de marge relatif (-0,4 %).

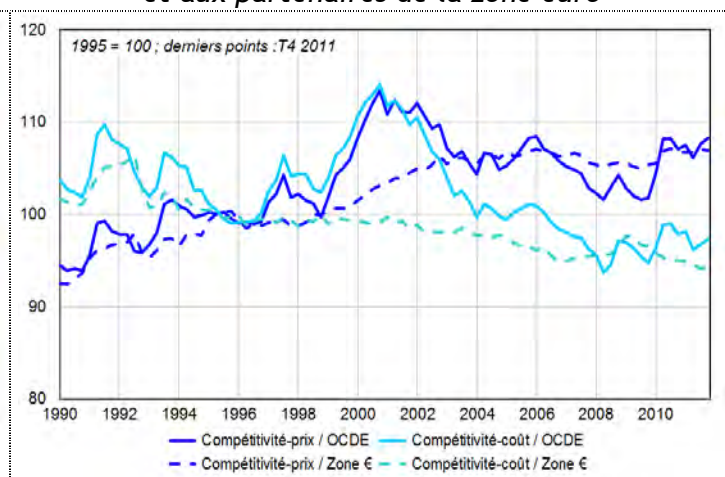
France : taux de change effectif et compétitivité

Gr. 1 : Taux de change effectif nominal (TCEN) de la France et taux de change bilatéraux de l'euro



Le taux de change effectif de la France est calculé par rapport aux devises de 42 pays. Une hausse correspond à une appréciation du taux de change effectif de la France.
Sources : données BCE, calculs DG Trésor.

Gr. 2 : Compétitivité par rapport aux pays de l'OCDE et aux partenaires de la zone euro

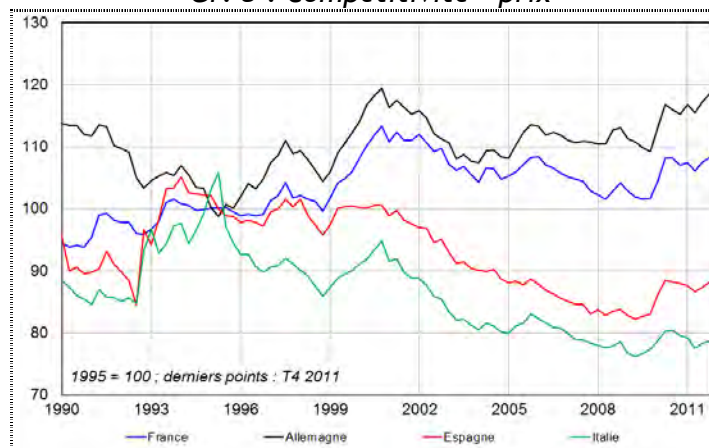


La compétitivité est définie comme le rapport des prix d'exportation (ou des coûts salariaux unitaires) étrangers aux prix (ou coûts) français, exprimés dans une monnaie commune. Une hausse correspond à une amélioration de la compétitivité.

Sources : données OCDE, calculs DG Trésor.

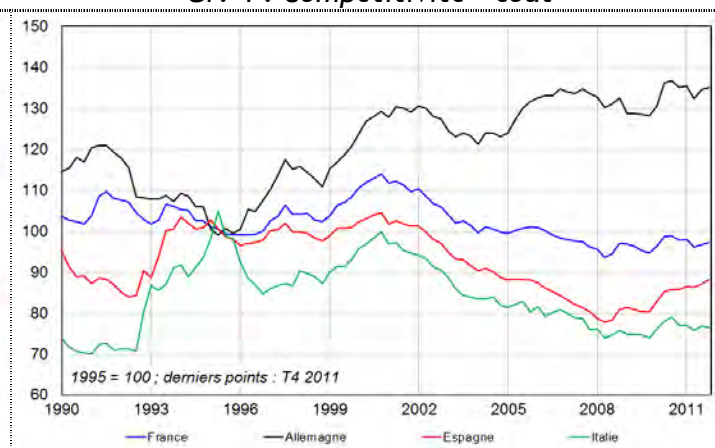
Compétitivité de la France et des principaux partenaires de la Zone euro (par rapport aux pays de l'OCDE)

Gr. 3 : Compétitivité - prix



Données : Prix à l'exportation des biens et services.
Sources : données OCDE, calculs DG Trésor.

Gr. 4 : Compétitivité - coût



Données : Coûts salariaux unitaires (ensemble de l'économie).
Sources : données OCDE, calculs DG Trésor.

ÉVOLUTION DES PARTS DE MARCHÉ DANS LE MONDE DE LA FRANCE ET DE SES PARTENAIRES DE L'OCDE DEPUIS 1990

Cinquième exportateur mondial de marchandises et deuxième au niveau européen, la France subit un tassement régulier de sa part de marché en valeur depuis le début des années 1990, comme ses principaux partenaires de l'OCDE, à l'exception de l'Allemagne. Pour les pays développés, cette évolution est principalement due à l'augmentation du poids des économies émergentes dans les échanges de marchandises, avec notamment la Chine accédant au premier rang depuis 2009. Elle peut cependant aussi refléter, selon les pays, l'évolution de la compétitivité ou la spécialisation géographique plus ou moins orientée vers les marchés en forte croissance.

La part de la France dans les échanges mondiaux en valeur est en recul depuis 2003, passant de 4,9 % à 3,3 % en 2011. Elle était de 5,8 % en 1995. En euros constants, la part de marché par rapport aux partenaires de l'OCDE connaît également, depuis 2003, une érosion régulière pour s'établir à 6,2 % fin 2011. La compétitivité-prix de la France, qui a globalement diminué au cours de cette période, n'explique pas à elle seule cette évolution. La montée en puissance des émergents, la spécialisation géographique et la compétitivité hors-prix font partie également des facteurs explicatifs.

I/ En 2011, la part des échanges mondiaux de biens en valeur de la France est quasi stable (cf. gr. 1 et tab. 1 en annexe)

Selon les dernières données du FMI concernant les exportations de marchandises exprimées en US dollars (disponibles jusqu'en août 2011), la part de marché mondiale en valeur de la France¹ s'établit à 3,3 % en 2011, après 3,4 % en 2010. À titre de comparaison, l'Italie connaît une stabilisation de sa part de marché entre 2010 et 2011 (à 3,0 %), tout comme l'Allemagne (à 8,4 %). De même, l'Espagne connaît une quasi stabilisation (1,7 % après 1,6 %).

Sur plus longue période, la part de marché mondiale en valeur de la France affiche depuis le début des années 1990 un fléchissement commun à la plupart de ses partenaires de l'OCDE. Sur la base de cet indicateur, la France occupe toujours en 2011 le 5^e rang des exportateurs de marchandises. La Chine, entrée à l'OMC fin 2001, a accédé en 2009 au 1^{er} rang mondial devant l'Allemagne.

L'érosion tendancielle des positions françaises depuis 1990 n'apparaît pas principalement liée à un problème de compétitivité vis-à-vis des autres pays de l'OCDE. La baisse de notre part de marché en valeur résulte davantage de l'insertion progressive dans le commerce international des pays émergents, qui réalisent une part croissante des échanges mondiaux. De fait, la plupart des pays industrialisés

¹ Définie comme le ratio de ses exportations de marchandises sur le total des exportations mondiales.

perdent tendancielllement des parts de marché depuis 1990, l'Allemagne faisant exception en maintenant son niveau depuis 2000.

L'interprétation de la part de marché en valeur est toutefois rendue délicate par les effets de valorisation. Les variations de la part de marché mondiale en valeur d'un pays reflètent non seulement sa compétitivité intrinsèque et son engagement commercial vers les zones économiquement dynamiques, mais aussi la variation des prix des marchandises échangées. Par exemple, lorsque la monnaie d'un pays se déprécie, sa part de marché en valeur est mécaniquement réduite avant que les effets de compétitivité n'influent positivement sur les quantités exportées.

Il convient alors d'examiner l'évolution de la part de marché en volume, qui n'est pas affectée par la variation des prix des biens et services échangés, et qui offre un meilleur diagnostic sur les évolutions des performances des différents pays de l'OCDE et sur la position relative de la France.

II/ En volume, la part de marché de la France par rapport à ses partenaires de l'OCDE est quasi stable à 6,2 % fin 2011 (cf. gr. 2, 3 et tab. 2)

La part de marché relative de la France vis-à-vis des pays de l'OCDE en volume² a subi de sensibles pertes depuis 2003, sous l'effet d'une baisse de la compétitivité-prix. La dégradation de la compétitivité hors-prix a également joué un rôle, puisque la part de marché continue à baisser en 2010-2011 malgré un rebond de la compétitivité-prix depuis fin 2009. La France a aussi été exposée à la concurrence exercée par l'Allemagne, qui a renforcé sa compétitivité sur cette période.

La part de marché française évolue de manière quasi stable tout au long de l'année 2011, à 6,2 %. Les autres principales économies de l'OCDE affichent des évolutions contrastées :

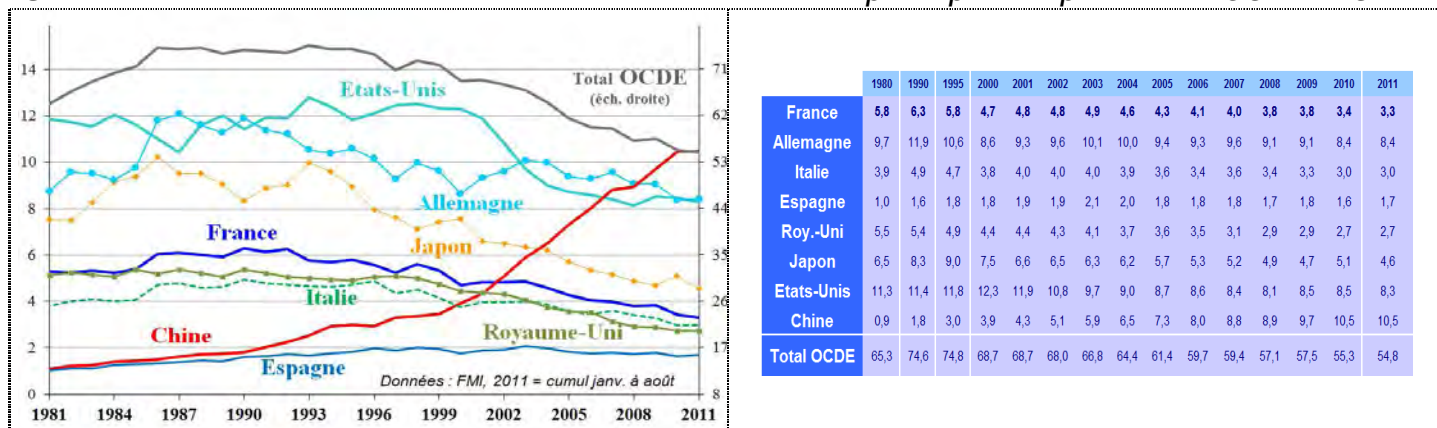
- Après une amélioration continue de 1996 à 2007 suivie d'un tassement entre 2008 et 2010, **l'Allemagne** voit sa part de marché en volume progresser en 2011 à 16,2 % (après 15,8 % en 2010).
- **L'Italie** est affectée depuis 1995 par un déclin prononcé et quasi continu de sa part de marché. Cette dernière s'établit à 4,0 % fin 2011, soit en légère baisse par rapport à 2010.
- La position de **l'Espagne** s'est améliorée au cours des années 1990, conséquence de son intégration au sein de l'Union européenne à partir de 1986, mais s'est détériorée entre 2003 et 2008. Depuis, elle s'est légèrement reprise (3,1 % en 2011 après 2,9 % en 2008), en lien avec le sursaut de sa compétitivité-prix fin 2009-début 2010.
- La part de marché en volume du **Royaume-Uni** présente une tendance baissière quasi-continue, passant de 6,8 % en 2003 à 6,1 % en 2011.
- Celle des **États-Unis**, en repli de 1997 à 2003, a été en progression régulière jusqu'en 2009 avant de se stabiliser à 16,7 % en 2011.
- Enfin, dans le cas du **Japon**, après la nette amélioration observée entre 2003 et 2007 grâce notamment à la baisse du yen et aux efforts réalisés en matière de coûts salariaux, un vif décrochage se produit en 2008 sous l'effet de l'appréciation de la devise nippone. La part de marché du Japon se stabilise autour de 9,6 % en 2011.

² Les résultats concernant les parts de marché relatives en volume sont établis à partir des données de la base Perspectives économiques de l'OCDE (nov. 2011) comportant des prévisions concernant le 4^e trimestre 2011.

Parts de marché mondiales en valeur des principaux exportateurs

(exportations de marchandises, en %) :

Gr. 1 et tab. 1 : Parts de marché mondiales en valeur des principaux exportateurs OCDE et Chine



Exportations de marchandises exprimées en US Dollars : exportations du pays ou groupe de pays concerné rapportées aux exportations mondiales en valeur

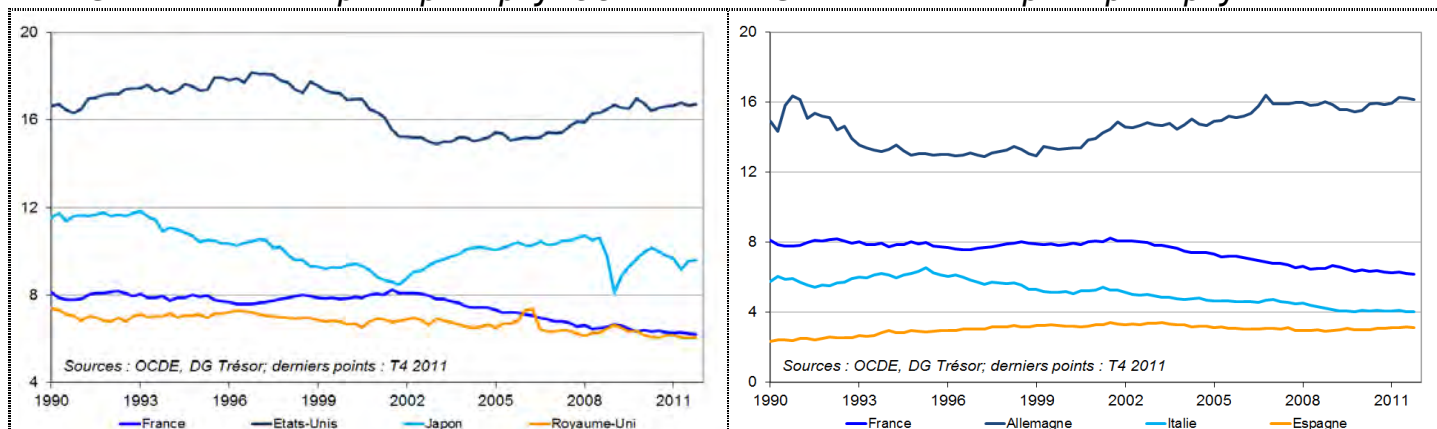
Source : données FMI; calculs DG Trésor. OCDE : groupe de 24 partenaires (OCDE hors PECO)

Parts de marché relatives en volume vis-à-vis des partenaires OCDE

(exportations de biens et services, en %) :

Gr. 2 : France et principaux pays OCDE

Gr. 3 : France et principaux pays Zone euro



Exportations de biens et services du pays rapportées à celles d'un groupe de 24 pays de l'OCDE, calculées en volume (en déflatant la valeur des exportations par un indice de prix d'exportation, se rapportant à une année de base)

Source : données OCDE, calculs DG Trésor

Tab. 2 : Parts de marché relatives en volume des principaux exportateurs OCDE

	1980	1990	1995	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	10T1	10T2	10T3	10T4	11T1	11T2	11T3	11T4
France	8,6	7,9	7,8	7,8	7,4	7,2	7,0	6,7	6,5	6,5	6,4	6,3	6,4	6,3	6,3	6,3	6,2	6,2
Allemagne	15,0	15,4	13,0	14,7	14,8	15,1	15,7	15,9	15,9	15,6	15,5	15,9	15,9	15,9	15,9	16,3	16,2	16,2
Italie	6,2	5,9	6,3	4,9	4,7	4,6	4,6	4,6	4,4	4,1	4,1	4,1	4,1	4,1	4,1	4,1	4,0	4,0
Espagne	2,3	2,4	2,9	3,4	3,2	3,1	3,0	3,0	2,9	3,0	3,0	3,0	3,1	3,1	3,1	3,1	3,1	3,1
Roy.-Uni	8,4	7,2	7,1	6,8	6,6	6,7	6,9	6,3	6,3	6,5	6,2	6,1	6,0	6,2	6,2	6,1	6,0	6,1
Japon	11,0	11,6	10,5	9,7	10,2	10,2	10,3	10,5	10,4	9,0	9,9	10,1	10,0	9,8	9,7	9,2	9,6	9,6
Etats-Unis	16,0	16,5	17,6	15,0	15,1	15,3	15,3	15,6	16,2	16,7	16,8	16,4	16,5	16,6	16,7	16,8	16,7	16,7

LA FACTURE ENERGETIQUE EN 2011

Les produits énergétiques comprennent les hydrocarbures naturels et autres produits des industries extractives (dont le pétrole brut), les produits pétroliers raffinés et coke, l'électricité et le gaz manufacturé, et les déchets.

En 2011, les importations de produits énergétiques ont augmenté de 30 % en valeur par rapport à 2010 pour s'établir à 87,2 Md€. Parallèlement, les exportations ont progressé de 31 % pour atteindre 24,8 Md€. Par conséquent, la facture énergétique s'est alourdie de 14,4 Md€ en 2011 par rapport à 2010, pour s'établir à 62,4 Md€.

La facture énergétique de la France s'est creusée sous l'effet de la hausse des cours du baril de Brent, malgré l'appréciation de la monnaie européenne face au dollar en moyenne sur l'année¹.

En effet, entre 2010 et 2011, les importations de pétrole, qui ont représenté 43 % du total des importations de produits énergétiques, ont augmenté de 40 % en valeur. Celles de gaz naturel (18 % du total) ont augmenté de 25 % malgré une diminution du prix du gaz de 9 % en dollar en 2011. Pour le gazole (16 % du total), la progression a été de 38 % au cours de la même période. Enfin, pour le fuel (5 % du total), les importations en valeur ont progressé de 34 %. Ces évolutions résultent de la forte hausse des cours des matières premières énergétiques.

En 2011, le prix du baril de Brent a progressé de 39 % en dollar² par rapport à 2010, après +27 % en 2010. En euro, compte-tenu de l'appréciation de la monnaie européenne en moyenne annuelle³, la progression a été de +31 % par rapport à 2010. On relèvera que sur l'année 2011, partant de son point le plus bas (73 €/bl) en janvier, le prix du baril a atteint un point haut à 85 €/bl en avril, niveau qu'il n'avait plus atteint depuis la crise de 2008. A partir de mai, le prix du baril s'est stabilisé à près de 80€/bl jusqu'en décembre.

En 2011, les volumes de pétrole brut importés ont augmenté de 4 % par rapport à 2010. La progression des volumes de gazole et de fuel importés a été du même ordre, respectivement (+4,5 % et +2 %). Cette progression des volumes importés fait suite à un important recul des importations en octobre 2010 lié aux mouvements sociaux dans les ports et raffineries (division par près de trois des achats de pétrole brut, et division par près de deux des achats de fuel).

¹ En moyenne annuelle, la monnaie européenne s'est appréciée de 5 % en 2011 par rapport à 2010.

² Le taux de change moyen €/ \$ est passé de 1,33 en 2010 à 1,39 en 2011 (niveau atteint en 2009).

ANNEXE

Figure 1 : Le cours annuel du baril de Brent a renchéri le montant de la facture énergétique

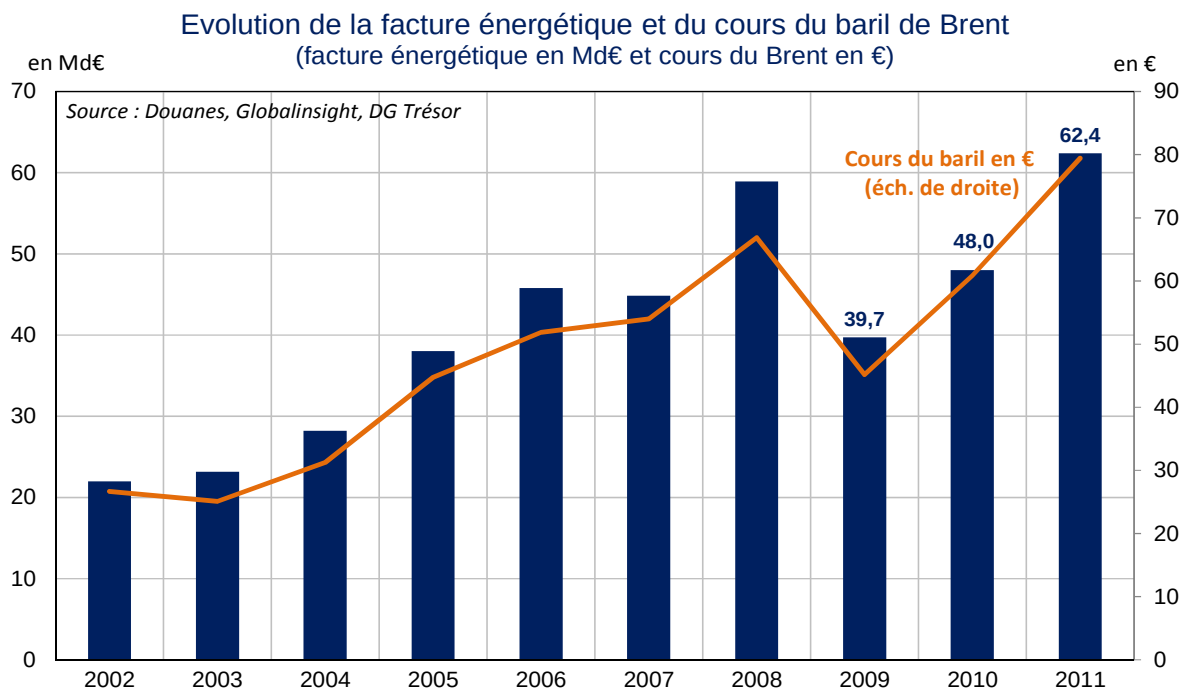
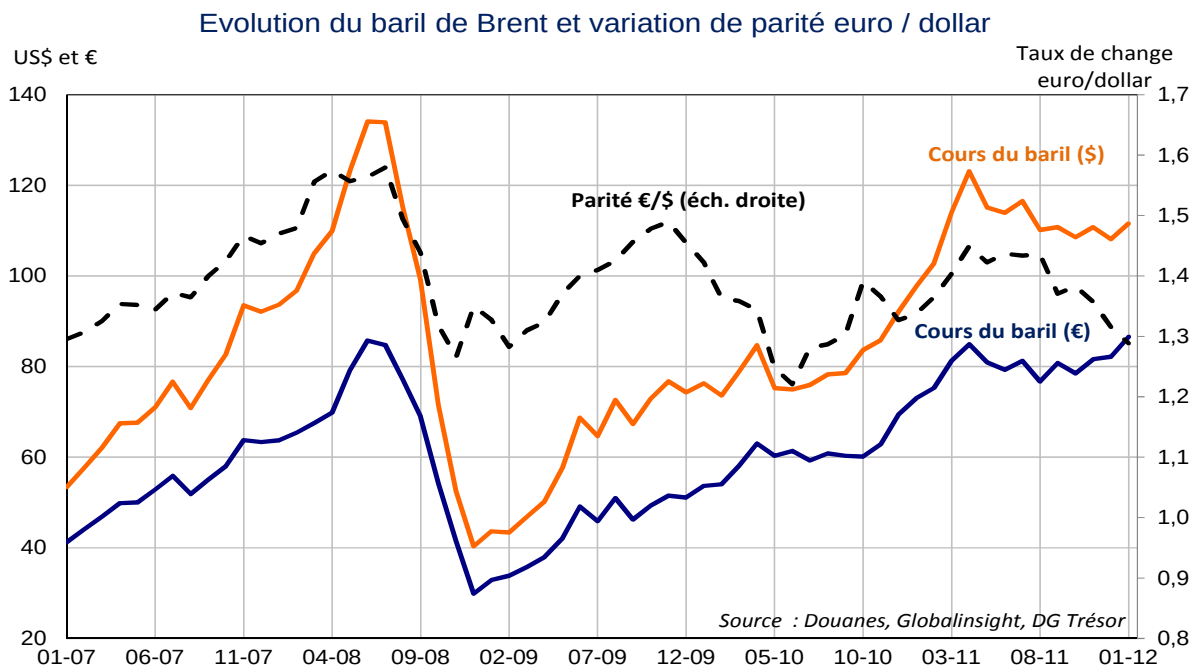


Figure 2 : Le cours du baril de Brent retrouve son niveau de mi-2008



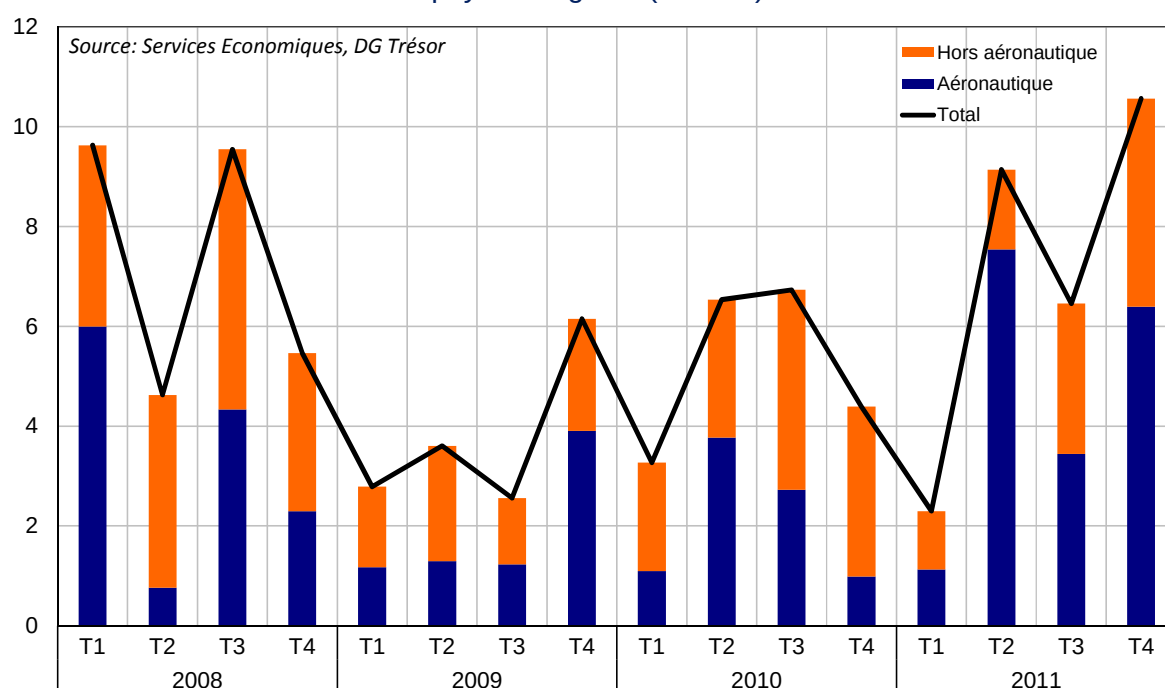
RESULTATS DU COMMERCE EXTERIEUR EN 2011

LES GRANDS CONTRATS DE BIENS D'EQUIPEMENT CIVILS CONCLUS DANS LES PAYS EMERGENTS EN 2011

I/ Les grands contrats de biens d'équipement signés par les entreprises françaises au cours de l'année 2011 dans les pays émergents comportent près de 29 Md€ de part française

Les signatures de grands contrats dans les pays émergents confirment le rebond amorcé en 2010. En effet, le montant des grands contrats sur l'ensemble de l'année 2011 est nettement supérieur au niveau de l'année précédente, à 28,4 Md€ contre 20,9 Md€ en 2010, soit une hausse de près de 36 %.

Part française des grands contrats d'équipement civil signés dans les pays émergents (en Md€)



Cette croissance s'appuie sur le dynamisme des signatures de grands contrats dans *l'aéronautique* (18,4 Md€) que dans les autres secteurs. Les commandes d'A320 NEO obtenue auprès d'AirAsia et d'Indigo permettent en effet à Airbus d'enregistrer- pour la part française de ses contrats - sa meilleure performance à destination des pays émergents depuis le déclenchement de la crise. Hors aéronautique, la part française des grands contrats conclus dans les pays émergents connaît une évolution équivalente : à 10 Md€, elle se situe à un niveau moins élevé qu'en 2009 (12,3 Md€), mais supérieure à son niveau de 2009 (7,5 Md€).

II/ Les grands contrats ont été majoritairement signés en Asie émergente et dans la zone PECO CEI

Au cours de l'année 2011, sur les 10 plus gros contrats signés dans les pays émergents, huit relèvent du secteur *aéronautique*, principalement pour Airbus en Asie émergente (Malaisie, Inde, Hongkong et Singapour), au Proche et Moyen-Orient (Qatar et Koweït) et en Amérique Latine (Mexique).

Hors aéronautique, les plus grands contrats ont été signés en Pologne. En Pologne, EDF et Alstom ont signé un contrat pour la construction d'une centrale à charbon.

ANNEXE

Tableau 1 : Grands contrats signés par la France dans les pays émergents

Montants par année en Md€

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Aéronautique	2,8	8,5	5,6	14,7	7,9	16,6	13,4	7,6	8,6	18,4
Hors Aéronautique	9,0	7,6	8,1	13,8	13	20,6	15,9	7,5	12,3	10,0
TOTAL	11,8	16,1	13,7	28,5	20,9	37,2	29,3	15,1	20,9	28,4

Source : DG Trésor, Services Economiques

Tableau 2 : Grands contrats signés par la France dans les différentes zones émergentes

Montants par année en Md€

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
PECO et CEI	0,8	3,3	1,3	2,1	1,7	2,8	1,3	3,3	4,1	5,4
Amérique Latine	1,9	0,8	1,7	2,6	1,3	2,0	3,6	0,7	2,3	3,7
Asie émergente	3,4	4,3	4,9	13,7	6,9	12,2	6,9	5,5	5,6	13,8
Proche et Moyen-Orient	1,7	4,5	4,0	5,9	8,0	15,4	10,5	2,3	4,4	4,4
Afrique	4,0	3,2	1,8	4,2	3,0	4,8	7,0	3,3	4,5	1,1
TOTAL	11,8	16,1	13,7	28,5	20,9	37,2	29,3	15,1	20,9	28,4

Source : DG Trésor, Services Economiques

- L'Asie émergente constitue notre première zone cliente, avec près de la moitié des grands contrats signés (13,8 Md€), notamment grâce à des contrats majeurs signés dans l'aéronautique.
- En Europe centrale et orientale et CEI, les contrats conclus sont en forte hausse (5,4 Md€) par rapport à l'année 2010, grâce aux opérations conclues en Pologne et en Estonie.
- Au Proche et Moyen Orient, les contrats signés sur l'année 2011 se maintiennent à un niveau identique à celui de l'année précédente à 4,4 Md€.
- En Amérique latine (3,7 Md€), l'année 2011 marque un important rebond des contrats signés par rapport à ceux observés au cours de l'année 2010.
- En Afrique, les ventes conclues en 2011 semblent connaître un repli passager (1,1 Md€), cette région étant la 1^{ère} zone cliente des entreprises françaises au cours de ces quatre dernières années.



RESULTATS DU COMMERCE EXTERIEUR EN 2011

LA STRUCTURE GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE LA FRANCE EN 2011

I/ Après un rebond marqué en 2010, les échanges de la France avec l'Union européenne ont poursuivi leur croissance en 2011 mais à un rythme moins soutenu

L'Union européenne reste encore largement la 1^{ère} zone cliente pour le commerce extérieur de la France, absorbant 61 % des exportations françaises en 2011.

Après avoir connu une croissance très vigoureuse en 2010 (+12 % à l'exportation comme à l'importation), les échanges de la France avec ses partenaires de l'Union européenne ont poursuivi leur croissance en 2011, mais à un rythme moins soutenu (+7,5 % pour les exportations et +9,1 % pour les importations). Dans ce contexte, le déficit commercial enregistré par la France avec l'Union européenne s'est creusé, passant de 30,5 Md€ en 2010 à 36,9 Md€ en 2011. Les exportations françaises vers l'Union européenne, qui ont progressé moins rapidement que celles vers les pays tiers, ne retrouvent pas en 2011 leurs niveaux record de 2007 et 2008.

Dans le détail, les échanges de la France sont particulièrement dynamiques avec son 1^{er} client, l'Allemagne dont la croissance du PIB, estimée à 3 %, est restée dynamique (+10,3 % pour les exportations et +9,0 % pour les importations). Le déficit commercial avec l'Allemagne se creuse néanmoins de 0,6 Md€ pour atteindre 16,5 Md€, soit le 2^e déficit bilatéral de la France derrière la Chine. Les ventes françaises progressent également à un rythme soutenu en Italie (+9,3 %) et aux Pays-Bas (+11,0 %). L'Allemagne, l'Italie et les Pays-Bas expliquent plus du tiers de la hausse globale des exportations françaises en 2011. La croissance des ventes est en revanche plus modérée en Espagne (+4,9 %), au Royaume-Uni (+6,2 %) et en Belgique (+3,6 %). Enfin, les ventes reculent au Portugal (-5,8 %) et en Grèce (-3,2 %), où les importantes mesures de rigueur budgétaires mises en œuvre ont pesé sur la demande.

Les échanges français sont plus dynamiques avec les Nouveaux Etats Membres, les exportations progressant de 10,3 % et les importations de 11,3 %. Dans ce contexte, le déficit commercial de la France avec cette zone se creuse, passant de 5,3 Md€ en 2010 à 6,0 Md€ en 2011. La bonne résistance des ventes françaises s'explique principalement par la croissance vigoureuse des exportations vers la Pologne (+12,2 %), la République tchèque (+14,2 %) et la Roumanie (+14,0 %).

II/ L'Asie tire les exportations françaises en 2011 et le déficit avec la zone se réduit

Comme en 2010, le continent asiatique constitue en 2011 le principal moteur de la croissance des exportations françaises qui y progressent de 14,2 %. L'Asie est aujourd'hui la 2^e zone cliente de la France derrière l'Union européenne et représente 12 % de ses exportations totales. Les importations ont progressé à un rythme moins élevé (+9,1 %), entraînant une stabilisation du déficit commercial autour de 28,5 Md€ en 2011.

La Chine s'impose un peu plus comme un partenaire majeur de la France ; elle dépasse désormais la Suisse en se classant au 8^e rang des clients et se maintient au 2^e rang des fournisseurs derrière l'Allemagne mais devant la Belgique et l'Italie. En 2011, la Chine est le 3^e contributeur net à la croissance globale des exportations françaises grâce à une progression de 22,7 %. Les importations ont quant à elles connu une croissance beaucoup moins soutenue (+8,5 %), entraînant une légère dégradation du déficit bilatéral qui atteint 27,2 Md€, ce qui en fait le 1^{er} déficit pour la France. Derrière la Chine, les ventes françaises sont également bien orientées en Corée du Sud (+30,4 %), permettant à la France de dégager un excédent bilatéral (0,7 Md€) pour la première fois depuis 2002, et dans une moindre mesure au Japon (+10,5 %) malgré la catastrophe de Fukushima. Elles marquent en revanche le pas à Singapour (+2,3 % avec un excédent en baisse qui s'établit à 1,3 Md€ en 2011) et surtout en Inde (-4,4 %), où d'importantes livraisons aéronautiques avaient dynamisé les exportations en 2010.

III/ Les échanges de la France progressent à un rythme un peu moins soutenu dans les autres zones mais sont plus équilibrés

Les échanges de la France avec l'Afrique ont évolué en 2011 à un rythme proche de celui de l'UE, les exportations progressant de 5,8 % et les importations de 12,6 %. Dans ce contexte, l'excédent commercial de la France avec cette zone se contracte, passant de 2,9 Md€ en 2010 à 1,5 Md€ en 2011. L'année fut marquée par les tensions politiques dans certains pays d'Afrique du Nord, ce qui a entraîné le recul des exportations en Libye (-77,1 %), en raison de la situation de crise et des sanctions financières imposées à la Banque centrale libyenne qui ont paralysé les échanges. Seules les ventes à destination de l'Algérie, le 1^{er} partenaire de la France en Afrique, ont continué à être dynamiques (+10,2 %). Dans le reste du continent, on notera les livraisons aéronautiques effectuées en Afrique du Sud qui ont permis aux ventes françaises d'y progresser de 31,8 % en 2011.

Les échanges avec l'Amérique ont été plus modérés en 2011, progressant de 5,4 % pour les exportations et 9,3 % pour les importations. Après une réduction importante en 2010, le déficit commercial de la France se creuse à nouveau pour atteindre 4,0 Md€, ce qui en fait le 3^e déficit de la France derrière l'Union européenne et l'Asie. Dans le détail, on notera les bonnes performances des ventes au Mexique (+26,1 %), au Brésil (+11,7 %) et dans une moindre mesure aux Etats-Unis (+5,8 %). Enfin, en raison de la hausse des cours du baril de Brent, les importations en valeur en provenance du Proche et Moyen-Orient ont bondi de 41,4 % en 2011 alors que les exportations reculaient de 3,4 % en raison notamment d'un repli mécanique des livraisons aéronautiques après les importantes ventes de 2010. L'excédent commercial se réduit donc de 3,9 Md€ pour s'établir à 2,9 Md€.

ANNEXE

Figure 1 : les principaux pays partenaires de la France en 2010 et 2011

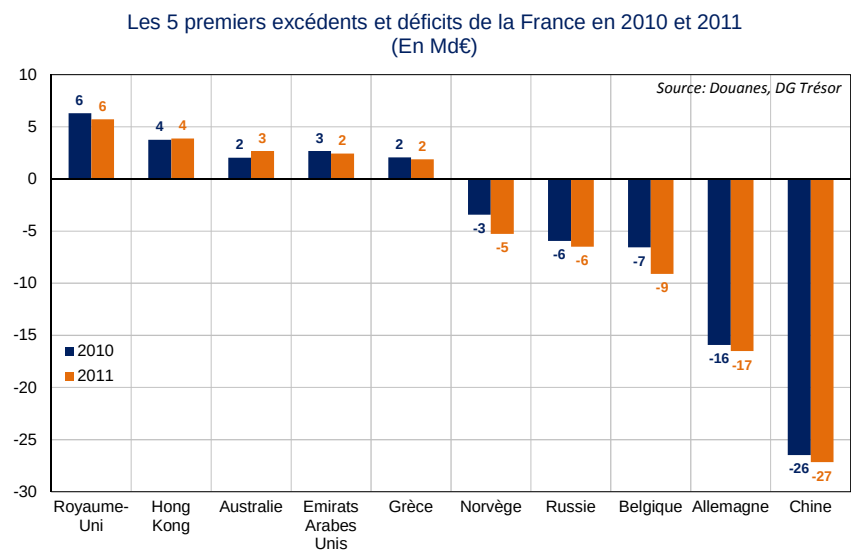
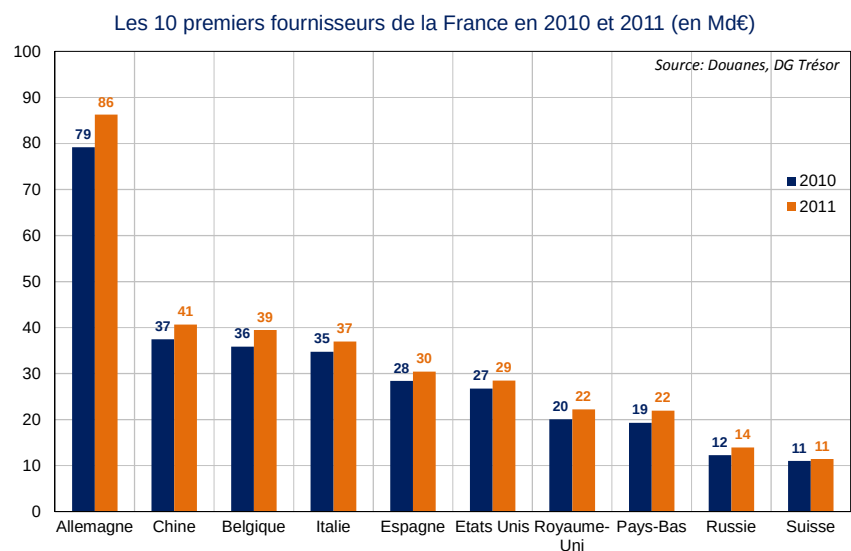
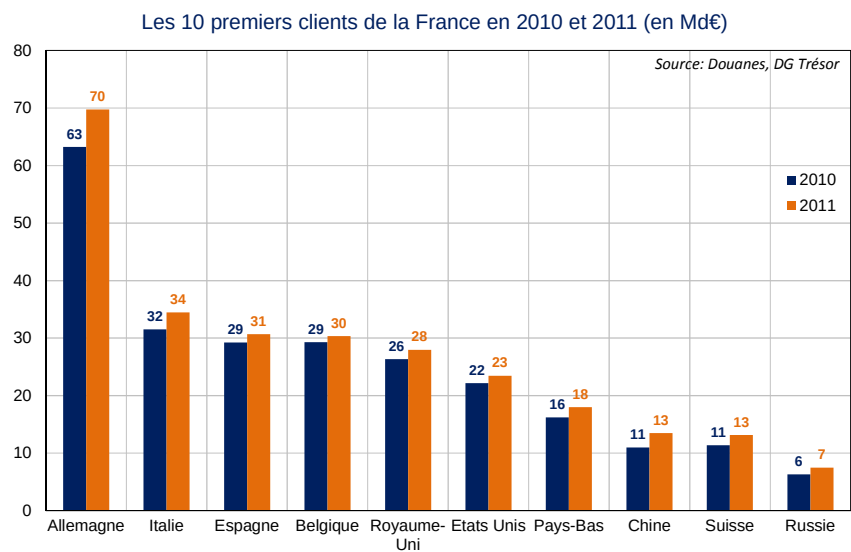


Figure 2 : en 2011, la Chine est le 3^e contributeur à la croissance totale des exportations françaises¹

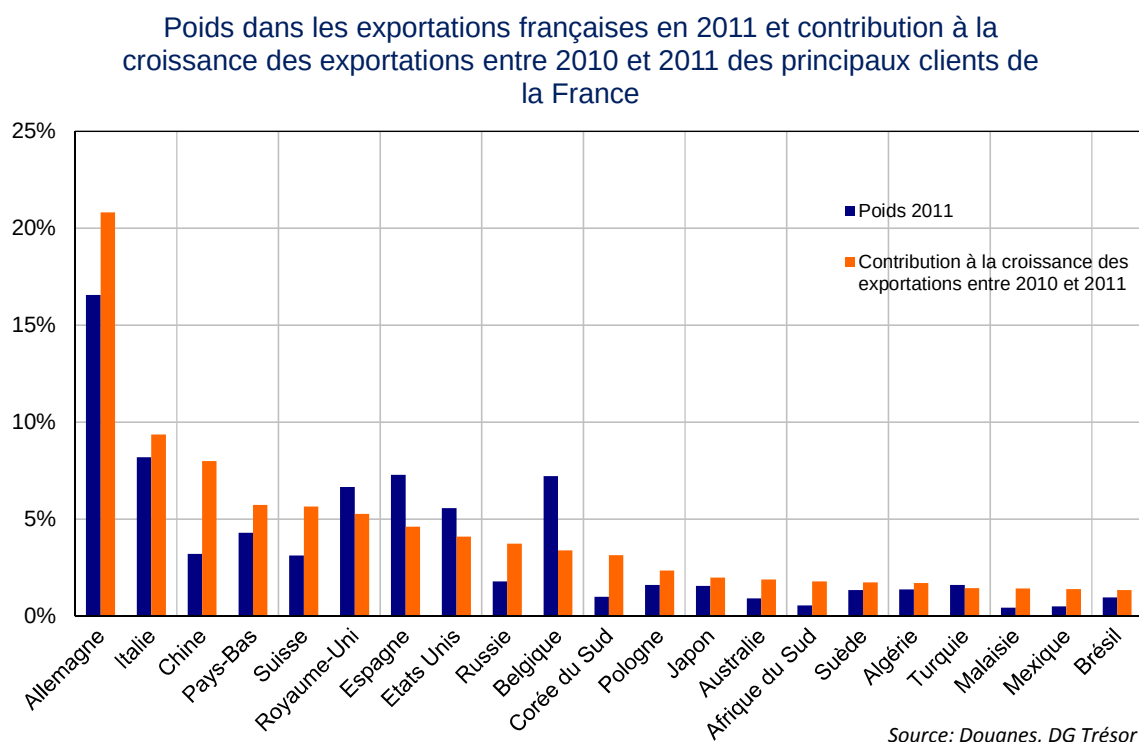
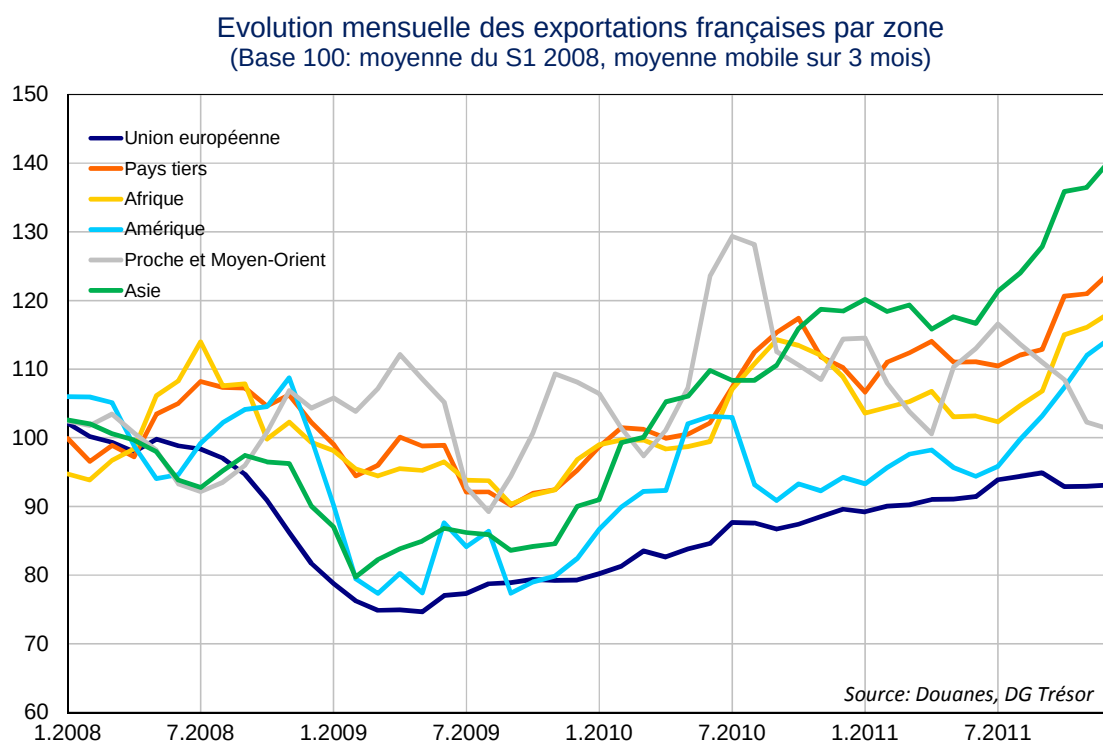


Figure 3 : l'Asie tire les exportations françaises en 2011



¹ Le poids dans la variation correspond à la contribution de chaque pays à la croissance globale des exportations françaises, ramenée à 100 %. On observe ainsi que la contribution des exportations vers la Chine est très supérieure à leur poids dans les exportations françaises en raison de leur dynamisme.

données en Md€		2010	2011	Poids 2010	Evolution 2010/2011	Contribution à la croissance des échanges
Echanges FAB/FAB yc matériel militaire	Export	394,8	428,8		8,6%	
	Import	446,3	498,4		11,7%	
	Solde	-51,5	-69,6		-18,1	
Ensemble CAF/FAB hors matériel militaire	Export	389,7	420,9	100%	8,0%	8,0
	Import	458,0	507,8	100%	10,9%	10,9
	Solde	-68,2	-86,9		-18,7	
OCDE	Export	294,3	319,4	76%	8,5%	6,4
	Import	332,5	363,1	72%	9,2%	6,7
	Solde	-38,2	-43,7		-5,5	
Union européenne (26)	Export	238,9	256,9	61%	7,5%	4,6
	Import	269,4	293,8	58%	9,1%	5,3
	Solde	-30,5	-36,9		-6,4	
dont Zone Euro	Export	189,7	203,5	48%	7,3%	3,5
	Import	221,3	240,4	47%	8,6%	4,2
	Solde	-31,6	-36,9		-5,3	
dont Nouveaux Etats Membres	Export	19,3	21,3	5%	10,3%	0,5
	Import	24,5	27,3	5%	11,3%	0,6
	Solde	-5,3	-6,0		-0,8	
dont Autres UE27	Export	29,9	32,1	8%	7,4%	0,6
	Import	23,6	26,1	5%	10,8%	0,6
	Solde	6,4	6,0		-0,3	
Pays tiers	Export	150,8	164,1	39%	8,8%	3,4
	Import	188,5	214,0	42%	13,5%	5,6
	Solde	-37,7	-50,0		-12,3	
Afrique	Export	26,6	28,2	7%	5,8%	0,4
	Import	23,7	26,7	5%	12,6%	0,7
	Solde	2,9	1,5		-1,4	
dont Afrique du Nord	Export	15,5	15,7	4%	1,8%	0,1
	Import	14,6	14,9	3%	1,8%	0,1
	Solde	0,8	0,8		0,0	
Amérique	Export	35,4	37,4	9%	5,4%	0,5
	Import	37,9	41,4	8%	9,3%	0,8
	Solde	-2,5	-4,0		-1,6	
Proche et Moyen-Orient	Export	15,0	14,4	3%	-3,4%	-0,1
	Import	8,2	11,6	2%	41,4%	0,7
	Solde	6,8	2,9		-3,9	
Asie	Export	43,1	49,3	12%	14,2%	1,6
	Import	71,3	77,8	15%	9,1%	1,4
	Solde	-28,2	-28,5		-0,3	
Divers	Export	30,7	34,8	8%	13,4%	1,1
	Import	47,4	56,6	11%	19,3%	2,0
	Solde	-16,8	-21,8		-5,0	

Source: Douanes, DG Trésor



RESULTATS DU COMMERCE EXTERIEUR EN 2011

LA STRUCTURE SECTORIELLE (HORS AERONAUTIQUE ET ENERGIE) DU COMMERCE EXTERIEUR DE LA FRANCE EN 2011

I/ Après un rebond marqué en 2010, les échanges de produits agroalimentaires de la France ont poursuivi leur croissance en 2011

Marqués par la hausse des cours des matières premières, les échanges de produits agroalimentaires de la France, calculés en valeur, ont connu une croissance vigoureuse en 2011. Les exportations progressent notamment de 14,6 % alors que les importations ont connu une croissance moins soutenue (+9,0 %), entraînant une amélioration notable de l'excédent commercial qui passe de 7,9 Md€ en 2010 à 11,4 Md€ en 2011, soit le plus haut niveau de son histoire. En 2011, la France conserve son rang de 4^e exportateur mondial de produits agroalimentaires (3^e en Europe derrière les Pays-Bas¹ et l'Allemagne) et de 1^{er} exportateur de boissons.

Les exportations agroalimentaires ont été dopées en 2011 par la hausse des ventes de produits agricoles (+20,0 %) qui représentent 28 % des ventes totales dans le secteur. Les exportations de céréales ont notamment bénéficié de la hausse des prix² et progressent de près de 35 % en 2011. A l'inverse, les importations agricoles ont été contenues en 2011 (+3,5 %), l'excédent commercial s'est donc fortement consolidé, doublant pour atteindre le niveau record de 4,6 Md€. Les échanges de produits des industries agroalimentaires (IAA) hors boissons ont été moins dynamiques que ceux des produits agricoles en 2011 (+13,3 % pour les exportations et +10,8 % pour les importations), permettant néanmoins au déficit de se réduire légèrement de 0,3 Md€ pour s'établir à 2,7 Md€. Enfin, les échanges de boissons ont connu une croissance assez similaire à celles des produits des IAA hors boissons (+11,0 % pour les exportations et +13,3 % pour les importations). Les exportations ont été dopées par les ventes en Asie (+27,5 % et +35 % pour les ventes de vins) et au Proche et Moyen Orient (+34 %). L'excédent commercial progresse de 0,9 Md€ et s'établit à 9,5 Md€.

II/ Les ventes de biens d'équipement et de l'industrie automobile sont également bien orientées en 2011 mais ne retrouvent pas leur niveau d'avant-crise

L'automobile et les biens d'équipement sont les deux seuls grands secteurs à n'avoir pas encore retrouvé en 2011 leur niveau d'exportation de 2008. En effet, les ventes du secteur automobile (environ 10 % du total des exportations

¹ Les Pays-Bas occupent le 1^{er} rang européen grâce à leur rôle de plateforme de réexportation

² Pour la campagne 2010-2011 (septembre à août) les prix des céréales ont progressé de 47 % environ (prix reçu au producteur qui comprend le prix du blé dur, blé tendre, maïs, orge et autre).

françaises) ont été très durement touchées par la crise en 2009, perdant près de 30 % en valeur par rapport à 2008 et malgré des taux de croissance encourageants en 2010 et dans une moindre mesure en 2011 (respectivement +16,9 % puis +6,3 %). Elles sont encore près de 10 % inférieures à leur niveau record de 2008. En 2011, en raison d'une croissance des importations (+9,1 %) supérieure à celle des exportations, le déficit de la France dans l'automobile continue de se creuser pour atteindre 5,3 Md€ après 3,8 Md€ en 2010.

La croissance des ventes des **biens d'équipement** (+6,9 %) est proche de celle des achats (+5,7 %) en 2011, entraînant une légère dégradation du déficit commercial qui s'établit à 20,5 Md€ après 20,2 Md€ en 2010. Les exportations de biens d'équipement (près de 20 % du total des ventes de la France) restent en 2011 encore très légèrement inférieures (de 2 % environ) à leur niveau de 2008, avant le déclenchement de la crise.

III/ Moteurs du commerce extérieur de la France en 2009 et 2010, les ventes de produits pharmaceutiques marquent le pas en 2011

Les ventes de **produits pharmaceutiques** (6 % du total des exportations françaises) reculent en 2011 (-6,4 %) alors qu'elles avaient été les seules à progresser en 2009 et qu'elles avaient soutenu la reprise des exportations françaises jusqu'au premier trimestre 2010, où elles ont atteint un pic. A l'inverse, les importations ont légèrement progressé en 2011 (+2,3 %), entraînant une réduction de moitié de l'excédent commercial de la France dans ce secteur à 1,9 Md€, après 4,2 Md€ en 2010.

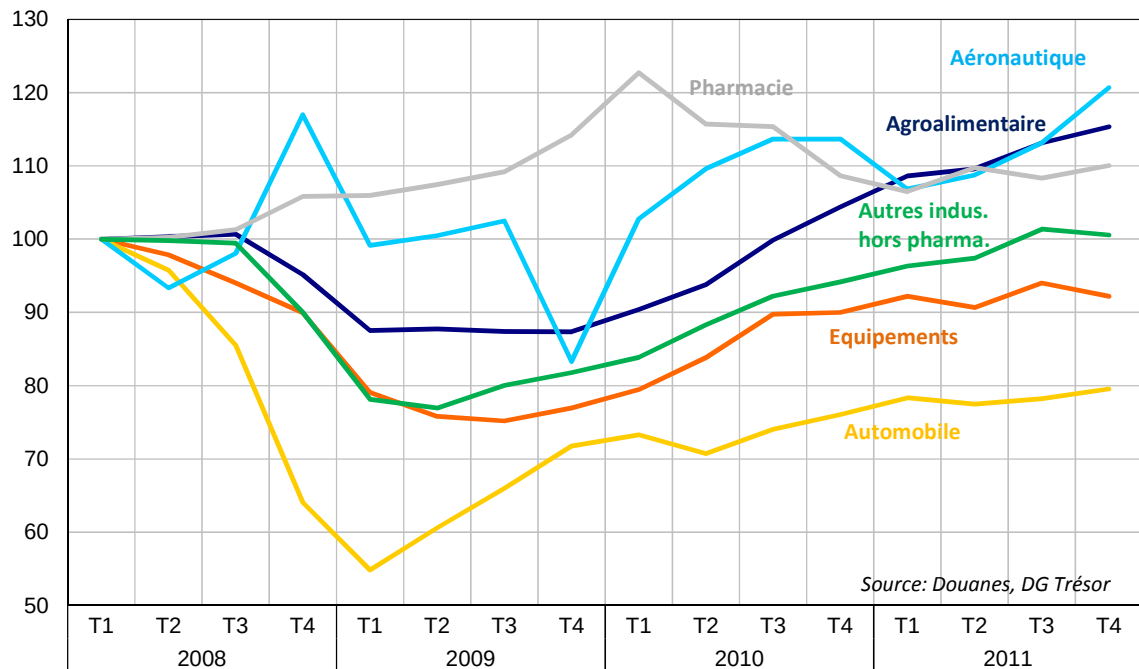
Dans l'ensemble, les échanges des autres produits industriels (environ 40 % des échanges globaux de la France) ont connu une croissance assez vigoureuse en 2011 (+7,0 % pour les exportations et +8,7 % pour les importations). Dans ce contexte, le déficit s'est creusé, passant de 21,7 Md€ en 2010 à 26,2 Md€ en 2011, ce qui en fait le 1^{er} déficit hors énergie de la France en 2011. Toutefois, au sein du secteur, les situations sont plus contrastées :

- les échanges de **produits chimiques, parfums et cosmétiques** sont bien orientés en 2011. Les exportations, qui représentent 12 % des ventes totales françaises, ont crû de 10,2 % grâce notamment à une bonne performance en Asie (+19 %) et les importations ont connu une croissance légèrement supérieure de 12,5 %. L'excédent commercial se stabilise en 2011 passant de 7,8 Md€ à 7,7 Md€, ce qui en fait le 3^e excédent de la France derrière l'aéronautique (17,7 Md€) et l'agroalimentaire (11,4 Md€) ;

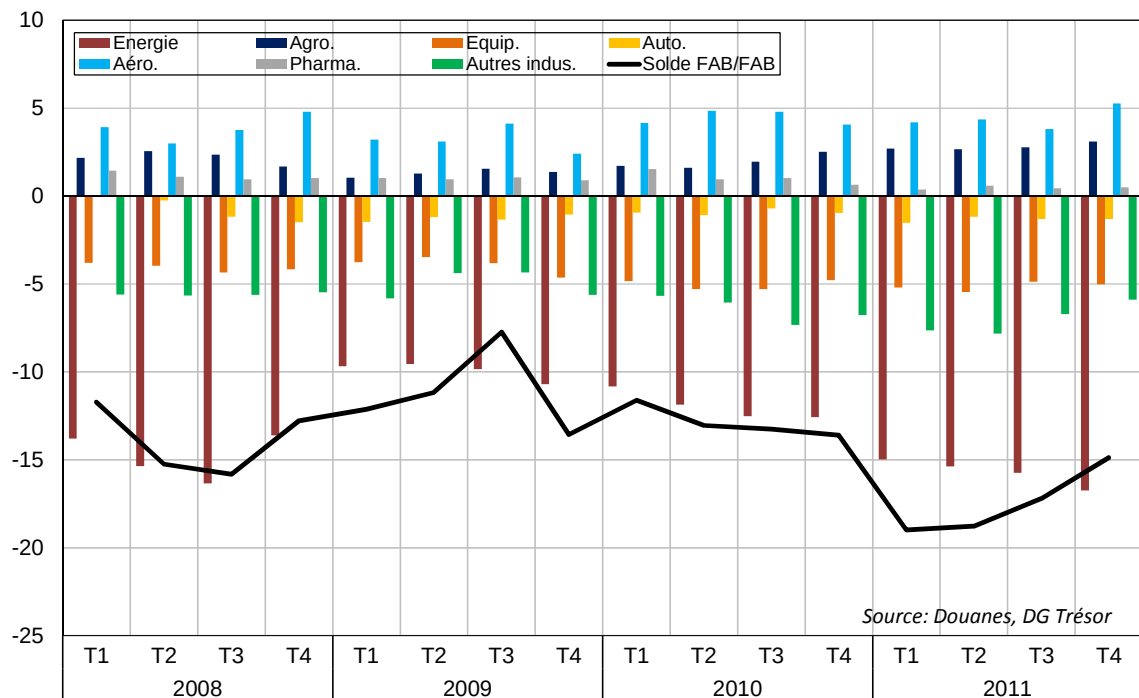
- enfin, les échanges de **produits métallurgiques et métalliques** (8 % des échanges globaux de la France) ont également connu une croissance dynamique en 2011, tant à l'exportation (+12,5 %) qu'à l'importation (+13,8 %). Très durement frappés par la crise en 2009 (baisse de 30 % environ), les échanges de produits métallurgiques et métalliques se placent encore dans une phase de reprise et n'ont pas retrouvé leur niveau de 2008. Dans ce contexte, le déficit se creuse, passant de 5,3 Md€ en 2010 à 6,4 Md€ en 2011.

ANNEXE

Evolution trimestrielle des exportations françaises par secteur
(Base 100 au T1 2008)



Evolution trimestrielle des soldes sectoriels de la France (en Md€)



Données brutes, en Md€		2008	2009	2010	2011	Poids 2011	Evolution 2010/2011	Niveau par rapport à 2008	Contribution à la croissance des échanges	Contribution à la dégradation du solde
Echanges FAB/FAB yc matériel militaire	Export	417,6	346,2	394,8	428,8		8,6%	103%		
	Import	473,9	391,2	446,3	498,4		11,7%	105%		
	Solde	-56,2	-44,9	-51,5	-69,6		-18,1			
Ensemble CAF/FAB hors matériel militaire	Export	413,0	341,4	389,7	420,9	100%	8,0%	102%	8,0	
	Import	485,6	401,4	458,0	507,8	100%	10,9%	105%	10,9	
	Solde	-72,6	-60,0	-68,2	-86,9		-18,7			100%
Energie	Export	25,3	14,7	19,0	24,8	6%	30,8%	98%	1,5	
	Import	84,2	54,5	67,0	87,2	17%	30,2%	104%	4,4	
	Solde	-58,9	-39,7	-48,0	-62,4		-14,4			77%
Ensemble CAF/FAB hors énergie	Export	387,7	326,6	370,8	396,1		6,8%	102%	6,5	
	Import	401,4	346,9	391,0	420,6		7,6%	105%	6,5	
	Solde	-13,7	-20,3	-20,2	-24,5		-4,3			23%
Agroalimentaire	Export	50,0	44,4	49,7	56,9	14%	14,6%	114%	1,9	
	Import	41,3	39,2	41,8	45,5	9%	9,0%	110%	0,8	
	Solde	8,7	5,2	7,9	11,4		3,5			-19%
<i>Produits agricoles</i>	Export	13,9	11,5	13,3	16,0	4%	20,0%	115%	0,7	
	Import	10,5	9,9	11,1	11,5	2%	3,5%	109%	0,1	
	Solde	3,3	1,6	2,3	4,6		2,3			-12%
<i>Boissons</i>	Export	11,3	9,6	11,2	12,4	3%	11,0%	110%	0,3	
	Import	2,5	2,5	2,6	2,9	1%	13,3%	115%	0,1	
	Solde	8,8	7,2	8,6	9,5		0,9			-5%
<i>Produits des IAA hors boissons</i>	Export	24,8	23,2	25,2	28,5	7%	13,3%	115%	0,9	
	Import	28,2	26,8	28,1	31,2	6%	10,8%	110%	0,7	
	Solde	-3,5	-3,6	-3,0	-2,7		0,3			-2%
Biens d'équipement	Export	83,7	67,5	76,3	81,7	19%	6,9%	98%	1,4	
	Import	99,9	83,3	96,6	102,1	20%	5,7%	102%	1,2	
	Solde	-16,3	-15,8	-20,2	-20,5		-0,2			1%
Matériels de transport	Export	87,8	72,7	84,8	86,3	20%	1,8%	98%	0,4	
	Import	75,4	65,8	70,5	75,3	15%	6,9%	100%	1,1	
	Solde	12,4	7,0	14,3	11,0		-3,3			18%
<i>Automobile</i>	Export	45,5	33,5	39,1	41,6	10%	6,3%	91%	0,6	
	Import	48,2	38,4	42,9	46,8	9%	9,1%	97%	0,9	
	Solde	-2,7	-4,9	-3,8	-5,3		-1,5			8%
<i>Aéronautique</i>	Export	38,1	36,2	42,0	42,5	10%	1,1%	112%	0,1	
	Import	23,3	23,6	23,9	24,8	5%	3,9%	107%	0,2	
	Solde	14,8	12,6	18,1	17,7		-0,5			3%
<i>Autres matériels de transport</i>	Export	4,1	3,1	3,6	2,2	1%	-38,8%	54%	-0,4	
	Import	3,9	3,7	3,7	3,7	1%	-0,4%	95%	0,0	
	Solde	0,3	-0,7	0,0	-1,4		-1,4			7%
Autres produits industriels	Export	162,8	138,8	156,8	167,7	40%	7,0%	103%	2,8	
	Import	180,8	155,0	178,5	193,9	38%	8,7%	107%	3,4	
	Solde	-18,0	-16,2	-21,7	-26,2		-4,5			24%
<i>Textiles, habillement, cuir et chaussures</i>	Export	17,1	15,4	16,8	18,3	4%	9,2%	107%	0,4	
	Import	27,6	25,8	28,5	30,5	6%	7,0%	111%	0,4	
	Solde	-10,5	-10,5	-11,7	-12,2		-0,5			3%
<i>Bois, papier et carton</i>	Export	8,9	7,6	8,2	8,5	2%	3,4%	95%	0,1	
	Import	13,3	11,5	12,7	13,1	3%	3,3%	99%	0,1	
	Solde	-4,3	-3,9	-4,5	-4,6		-0,1			1%
<i>Produits chimiques, parfums et cosmétiques</i>	Export	48,7	40,7	47,1	51,9	12%	10,2%	107%	1,2	
	Import	41,5	33,2	39,3	44,2	9%	12,5%	107%	1,1	
	Solde	7,2	7,5	7,8	7,7		-0,1			0%
<i>Produits pharmaceutiques</i>	Export	23,8	25,6	27,4	25,6	6%	-6,4%	108%	-0,5	
	Import	19,2	21,7	23,2	23,7	5%	2,3%	124%	0,1	
	Solde	4,6	3,9	4,2	1,9		-2,3			12%
<i>Produits en caoutchouc et en plastique, produits</i>	Export	17,6	14,4	16,5	17,6	4%	7,0%	100%	0,3	
	Import	21,1	18,4	21,0	22,7	4%	8,2%	107%	0,4	
	Solde	-3,5	-4,0	-4,5	-5,1		-0,6			3%
<i>Produits métallurgiques et produits métalliques</i>	Export	35,5	24,7	29,5	33,2	8%	12,5%	94%	0,9	
	Import	40,7	27,9	34,8	39,6	8%	13,8%	97%	1,0	
	Solde	-5,2	-3,2	-5,3	-6,4		-1,1			6%
<i>Produits manufacturés divers</i>	Export	11,2	10,4	11,3	12,5	3%	10,8%	112%	0,3	
	Import	17,5	16,4	19,0	20,1	4%	5,7%	115%	0,2	
	Solde	-6,2	-6,0	-7,7	-7,6		0,1			-1%
Produits Divers	Export	3,4	3,1	3,2	3,6	1%	12,2%	104%	0,1	
	Import	4,0	3,6	3,7	3,7	1%	2,4%	94%	0,0	
	Solde	-0,6	-0,5	-0,5	-0,2		0,3			-2%

Source: Douanes, DG Trésor



RESULTATS DU COMMERCE EXTERIEUR EN 2011

LES ECHANGES DE PRODUITS DE L'INDUSTRIE AERONAUTIQUE EN 2011

I/ Livraisons record en 2011 pour Airbus qui reste devant Boeing

Airbus a livré 534 appareils au total en 2011, contre 510 en 2010, ce qui représente un nouveau record annuel de livraisons pour la société et confirme sa position de leader devant Boeing pour la neuvième année consécutive. Avec 26 A380 livrés en 2011 contre 18 en 2010, Airbus a continué la montée en cadence du programme industriel du très gros porteur. Les livraisons de la famille A320 et de la famille A330 ont également continué leur progression (respectivement 421 et 87 livraisons). Le soutien étatique aux livraisons, à travers l'intervention des assureurs-crédit, a été moindre qu'en 2010 mais reste élevé (environ un quart des livraisons contre un tiers des livraisons en 2010).

L'assemblage et la livraison des Airbus sont réalisés sur les sites de Toulouse, Hambourg et Tianjin (Chine) selon le type d'appareils. En particulier, tous les A318, A319 et A321 sont assemblés et livrés depuis Hambourg tandis que tous les A330 et 340 sont livrés depuis Toulouse. Les A380 sont tous assemblés à Toulouse, mais la finalisation des appareils s'effectue à Hambourg (aménagement intérieur et peinture), et ils sont ensuite livrés directement depuis l'Allemagne ou rapatriés en France pour être livrés depuis Toulouse selon la zone géographique des clients. Enfin, les A320 sont assemblés et livrés depuis Toulouse, Hambourg ou Tianjin selon le type de clients. **En termes de part industrielle, la part française varie entre 30 % et 50 % selon le type d'appareil et la motorisation choisie.** On notera notamment que, même si aucune livraison n'est effectuée depuis le Royaume-Uni, la part britannique peut atteindre 30 % du prix de l'appareil (conception des ailes et motorisation Rolls Royce le cas échéant), la part restante étant essentiellement allemande.

Dans la suite de cette fiche, les chiffres indiqués font référence aux statistiques douanières françaises, qui ne comptabilisent comme livraisons que les ventes vers l'étranger d'appareils neufs assemblés en France. Leur montant comme leur nombre diffèrent donc des ventes totales de la société Airbus. En revanche, les chiffres globaux du commerce extérieur français en aéronautique incluent bien les exportations de produits semi-finis ce qui explique que l'Allemagne soit le premier client de la France dans le secteur.

II/ L'excédent aéronautique est stable en 2011 et reste le 1^{er} excédent de la France

La France, qui a conservé son rang pendant la crise, reste en 2011 le 1^{er} exportateur européen et le 2^e exportateur mondial (derrière les Etats-Unis) de produits de la construction aéronautique et spatiale. Après une hausse de 16 % en 2010, les ventes de l'industrie aéronautique française (10 % des exportations

totales) ont augmenté de +1,1 %. Les achats aéronautiques ont poursuivi leur croissance en 2011 (+3,9 %) entraînant une **stabilisation de l'excédent commercial de la France qui passe de 18,1 Md€ en 2010 à 17,7 Md€ en 2011**. Cette évolution peut s'expliquer en partie par le fait qu'Airbus assemble de plus en plus d'appareils en Allemagne qui seront ensuite exportés depuis ce pays : selon les douanes françaises, Airbus a livré depuis la France, en 2011, 270 appareils pour un montant total de 18,8 Md€ contre 285 appareils pour 18,9 Md€ en 2010.

III/ La France enregistre notamment un recul de ses ventes aéronautiques au Proche et Moyen-Orient

Globalement, les ventes du secteur aéronautique sont davantage tournées vers les marchés extra-communautaires et notamment les grands marchés émergents que les autres grands secteurs de l'industrie française.

En 2011, ce sont les ventes vers l'**Asie**, qui représentent 27 % des ventes françaises, qui tirent la croissance des exportations aéronautiques (+15,8 %). Cette bonne performance s'explique notamment par la progression des ventes en **Chine** (+31,7 %), le 3^e client de la France dans le secteur. Les exportations sont également bien orientées en **Corée du Sud** (+186,6 %, la Corée du Sud étant le 6^e client) et en **Malaisie** (+49,9 %) alors qu'elles reculent à **Singapour** (-35,0 %).

En revanche, les ventes ont reculé en **Union européenne** (-6,0 %) en raison du repli des exportations en **Espagne** (-43,7 %), en **Italie** (-34,4 %) alors qu'elles progressent en **Allemagne** (+3,3 %) et au Royaume-Uni (+4,3 %), les deux premiers clients de la France¹. En raison de cette baisse des ventes, l'Union européenne ne représente plus que 40 % du total des ventes française dans le secteur aéronautique contre 43 % en 2010.

Les exportations ont surtout connu un important repli au **Proche et Moyen-Orient** (-36,2 %) après une année 2010 exceptionnelle. Ce repli mécanique est particulièrement notable aux **Emirats Arabes Unis** (-16,6 %) et surtout en **Arabie Saoudite** (-66,6 %). Enfin, soutenues par la bonne tenue des ventes aux **Etats-Unis** (+19,7 %), le 2^e client de la France derrière l'Allemagne, les exportations connaissent une progression de 28,9 % en **Amérique**.

IV/ Le carnet de commandes d'Airbus s'est enrichi de commandes record en 2011

2011 a été l'année de tous les records pour les constructeurs aéronautiques en termes de commandes. Début 2011, Airbus annonçait un contrat portant sur 180 A320 avec la compagnie indienne IndiGo. Airbus battait son propre record lors du salon du Bourget, avec une commande de 200 A320 pour la compagnie malaisienne Air Asia (prix catalogue de 18,2 Md\$). Boeing a dépassé ce montant fin 2011 avec la commande de 50 B777 par Emirates annoncée lors du salon de Dubaï. Les deux constructeurs ont terminé l'année sur un chiffre record de commandes enregistrées : 1419 commandes nettes d'annulations pour Airbus contre 805 pour Boeing.

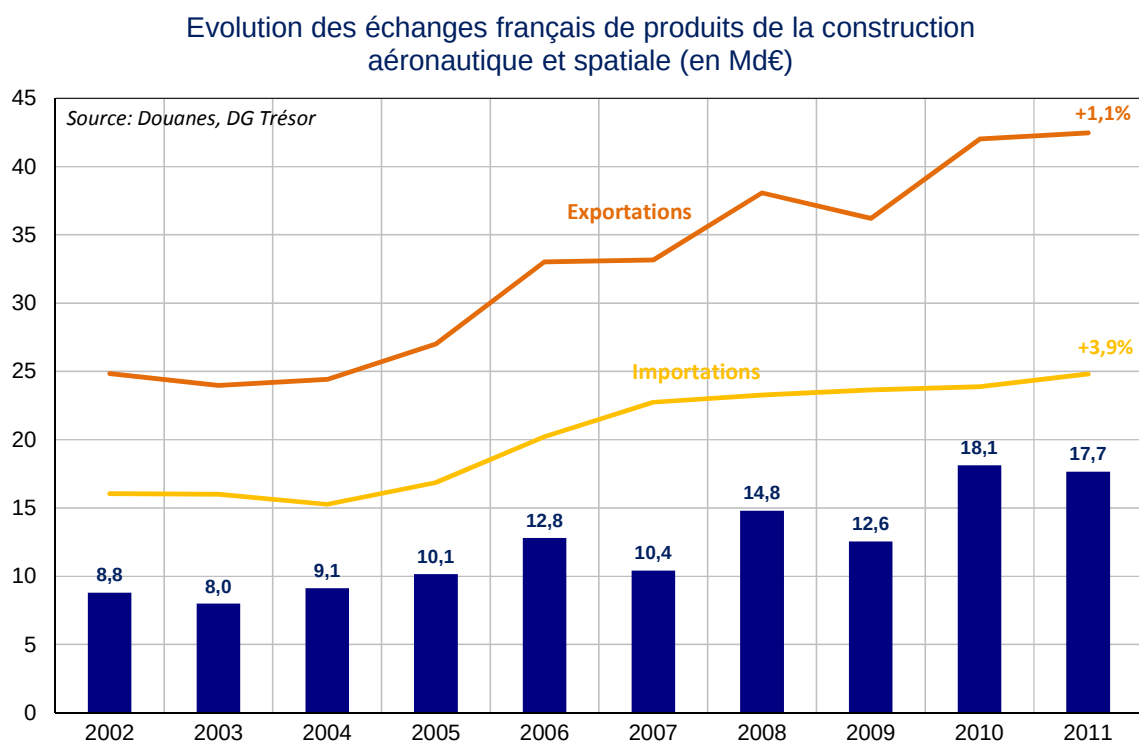
¹ Le 1^{er} rang de l'Allemagne est lié à la fabrication coordonnée des Airbus car les douanes enregistrent dans les statistiques tous les allers et retours d'appareils entre la France et l'Allemagne pour ouvrages mineurs.

La nouvelle motorisation de l'A320, dite A320 NEO a été la clé du succès d'Airbus en 2011. L'A320 NEO (pour « New Engine Option », bénéficiant d'une réduction de la consommation de carburant d'environ 15 %) a constitué la très grande majorité des commandes enregistrées par Airbus en 2011 (1220 unités commandées sur les quelques 1608 commandes brutes enregistrées). Boeing n'a dévoilé la nouvelle motorisation de son 737 (le 737 MAX, concurrent direct de l'A320 NEO) qu'à l'été. L'année 2012 devrait être plus équilibrée entre les constructeurs sur ce créneau des mono-couloirs, Boeing disposant à présent de l'avantage d'une plus grande disponibilité de créneaux de livraisons.

L'A330 sera également soumis à une concurrence plus vive du Boeing 787 « Dreamliner », dont les premiers vols commerciaux ont eu lieu en 2011. Le bi-couloir d'Airbus devrait toutefois continuer son succès commercial pendant la montée en cadence du 787 et avant l'introduction de l'A350.

ANNEXE

Figure 1 : l'excédent commercial du secteur aéronautique se réduit légèrement en 2011 et s'établit à 17,7 Md€



Données en Md€		2009	2010	2011	Poids 2011	Evolution 2010/2011
Echanges FAB/FAB yc matériel militaire	Export	346,2	394,8	428,8		8,6%
	Import	391,2	446,3	498,4		11,7%
	Solde	-44,9	-51,5	-69,6		-18,1
Ensemble CAF/FAB hors matériel militaire	Export	341,4	389,7	420,9	100%	8,0%
	Import	401,4	458,0	507,8	100%	10,9%
	Solde	-60,0	-68,2	-86,9		-18,7
Produits de la construction aéronautique et spatiale	Export	36,2	42,0	42,5	10%	1,1%
	Import	23,6	23,9	24,8	5%	3,9%
	Solde	12,6	18,1	17,7		-0,5

Source: Douanes, DG Trésor

Figure 2 : les livraisons et surtout les commandes d'Airbus bondissent en 2011

	Commandes nettes 2010	Livraisons 2010	Commandes nettes 2011	Livraisons 2011
Airbus	574	510	1419	534
Boeing	530	462	805	477

Source: Airbus et Boeing

**Figure 3 : l'Asie tire le rebond des exportations françaises de produits de l'industrie
aéronautique**

Exportations en Md€	2010	2011	Poids 2011	Evolution 2010/2011
MONDE	42,0	42,5	100%	1,1%
Union européenne	18,3	17,2	40%	-6,0%
Afrique	0,7	1,0	2%	39,8%
Amérique	5,6	7,2	17%	28,9%
Proche et Moyen-Orient	4,2	2,7	6%	-36,2%
Asie	10,0	11,6	27%	15,8%
Divers	3,1	2,5	6%	-19,2%
Allemagne	13,0	13,4	32%	3,3%
Etats-Unis	4,5	5,4	13%	19,7%
Chine	3,0	4,0	9%	31,7%
Australie	1,0	1,6	4%	54,8%
Royaume-Uni	1,3	1,4	3%	4,3%
Corée du Sud	0,4	1,2	3%	186,6%
Russie	0,9	1,1	3%	24,5%
Singapour	1,5	0,9	2%	-35,0%
Malaisie	0,6	0,9	2%	49,9%
Emirats arabes unis	1,0	0,8	2%	-16,6%
Espagne	1,2	0,7	2%	-43,7%
Suisse	1,0	0,7	2%	-29,2%
Afrique du Sud	0,1	0,6	1%	367,1%
Taiwan	0,2	0,6	1%	258,6%
Brésil	0,6	0,5	1%	-4,7%
Arabie saoudite	1,6	0,5	1%	-66,6%
Turquie	0,7	0,5	1%	-22,9%
Italie	0,8	0,5	1%	-34,4%
Hong Kong	1,0	0,5	1%	-50,5%
Colombie	0,2	0,4	1%	110,1%
Egypte	0,2	0,4	1%	71,3%
Qatar	0,2	0,3	1%	125,8%
Indonésie	0,3	0,3	1%	4,2%
Inde	0,7	0,3	1%	-55,1%
Thaïlande	0,7	0,3	1%	-61,1%
Mexique	0,1	0,3	1%	428,3%
Hongrie	0,3	0,3	1%	-4,1%
Chili	0,0	0,2	1%	1187,8%
Japon	0,0	0,2	0%	357,5%
Vietnam	0,2	0,2	0%	-15,5%
Luxembourg	0,2	0,2	0%	-3,8%
Philippines	0,2	0,2	0%	-0,5%
Nouvelle-Zélande	0,0	0,2	0%	853,4%
Jordanie	0,1	0,2	0%	131,7%
Canada	0,1	0,2	0%	6,8%
Oman	0,3	0,1	0%	-51,0%
Irlande	0,2	0,1	0%	-28,8%
Maroc	0,1	0,1	0%	46,6%
Tunisie	0,1	0,1	0%	16,0%
Belgique	0,1	0,1	0%	21,5%
Sri Lanka	0,0	0,1	0%	1466,2%
Bahreïn	0,2	0,1	0%	-48,2%
Grèce	0,1	0,1	0%	-16,7%
Laos	0,0	0,1	0%	174,5%
El Salvador	0,0	0,1	0%	38104,0%
Yémen	0,0	0,1	0%	2546,9%
Pays-Bas	0,2	0,1	0%	-59,6%
Norvège	0,2	0,1	0%	-59,9%
Angola	0,1	0,1	0%	22,1%
Danemark	0,1	0,1	0%	-33,4%

Source: Douanes, DG Trésor

RESULTATS DU COMMERCE EXTERIEUR EN 2011

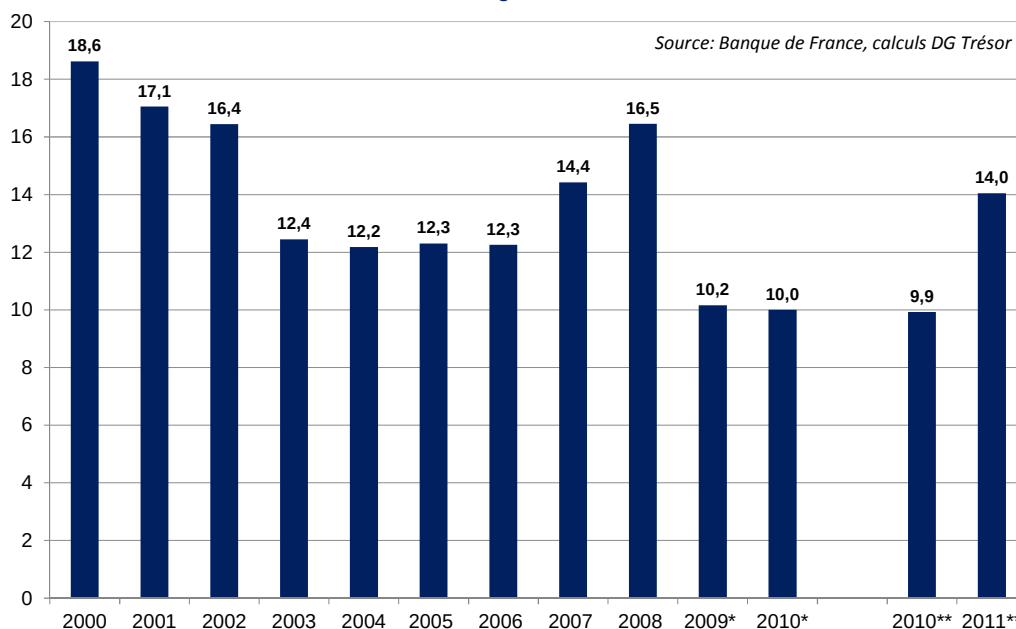
LES ECHANGES DE SERVICES EN 2011

I/ Les exportations de services ont repris moins vite que celles de biens en 2011

La France était le 5^e exportateur mondial de services en 2010 (données OMC, derrière les Etats-Unis, l'Allemagne, le Royaume-Uni et la Chine), avec 3,9 % de part de marché. Les exportations de services représentent près d'un cinquième des exportations totales de la France en biens et services.

L'année 2011 prolonge une année 2010 marquée par la sortie de crise avec des exportations de services qui ont cru de 5,4 % (après +3,6 %) pour s'établir à 115,4 Md€¹. En parallèle, les importations ont faiblement progressé, à un rythme modéré (+1,5 %), pour atteindre 101,4 Md€. En 2011, une première estimation indique que l'excédent sur les services se serait amélioré pour atteindre 14 Md€, après le creux observé au cours des années 2009 et 2010.

Soldes des échanges de services (en Md€)



* : Données annuelles du rapport 2010 de la balance des paiements

** : Extrapolation à partir des données des 11 premiers mois de l'année en cvs (mois de novembre reporté en décembre).

¹ Extrapolation à partir des données des 11 premiers mois de l'année en cvs (mois de novembre reporté en décembre)

II/ L'excédent du solde des transports se contracte, celui des voyages s'améliore

En 2011, l'excédent des **transports et voyages** (dont les exportations constituent 54 % des exportations des services) s'est établi à 4,3 Md€ (en données CVS, estimation avec gel du mois de novembre), après 5,7 Md€ en 2010.

Cette détérioration concerne plus particulièrement les **transports**, dont l'excédent se réduit de 1,8 Md€ en 2011, les dépenses ayant progressé (+7,9 %) à un rythme bien plus important que les recettes (+1,2 %).

En revanche, le solde des **voyages** s'accroît, passant de 5,6 Md€ en 2010 à 6,1 Md€ en 2011. Ceci a été permis par une **reprise des dépenses des visiteurs étrangers en France** (+1,5 %) plus forte que celle des Français à l'étranger (+0,3 %).

L'excédent global des « **autres services** » a plus que doublé en 2011, passant de 4,0 Md€ à 9,8 Md€. Une large hausse des exportations (+10,5 %) s'est accompagnée d'une baisse des importations (-1,7 %).

III/ L'excédent des échanges sur les autres services s'est fortement amélioré en 2011

En données brutes et sur 11 mois, les exportations reprennent dans la plupart des activités d'autres services, notamment les **services d'assurances** (+107,6 %), les **services financiers** (+62,0 %) et les **services de négoce international** (autres services aux entreprises, +35,7 %). A l'inverse, les exportations de **services commerciaux** (autres services aux entreprises) sont en recul en 2011 (-20,2 %) après une hausse en 2010 de +9,9 %. Les exportations de **services de communication** sont également en baisse en 2011 (-6,0 %).

L'amélioration la plus importante concerne le solde des **autres services aux entreprises**² (+2,4 Md€) qui redevient excédentaire. Cette hausse de l'excédent est concentrée sur les services de **négoce international** (à hauteur de 2,6 Md€), et correspond dans ce cas pour une part importante à des opérations intra-groupes. Les **services d'assurances** et les **services financiers** ont également contribué positivement au solde avec respectivement un accroissement de +0,9 Md€ (attribuable principalement à des opérations de réassurance) et +0,4 Md€ par rapport à 2010. L'excédent dégagé sur les **redevances et droits de licences** progresse également, à 4,3 Md€ (+1,0 Md€ sur 2010), grâce à la croissance des exportations (+14,0 %), notamment dans les domaines des logiciels et de la chimie / pharmacie / cosmétiques.

Toutefois, la collecte et le traitement de l'information relative aux échanges de services demandent plus de temps que pour les échanges de biens. Le solde actuel pour 2011 repose pour certaines catégories sur des estimations provisoires qui pourront être sensiblement révisées dans les prochains mois. Il sera donc important

² Les *autres services aux entreprises* comprennent le négoce international, les services commerciaux, la location opérationnelle et les services « divers » aux entreprises. Ces derniers, dont les exportations représentent plus de la moitié des exportations d'« *autres types de services* », comprennent : les services techniques (services d'études et de recherche, d'assistance technique), les honoraires de professions libérales, les frais de publicité, les services administratifs entre affiliés ...

de suivre de près la publication des prochains chiffres par la Banque de France, vendredi 10 février pour la balance des paiements de décembre 2011, puis début avril pour une version révisée des chiffres du 4^e trimestre.

ANNEXE

Figure 1 : Evolution des échanges de services en 2011

	Exportations		évolution	Importations		évolution	Solde	
	2010	2011*	2011	2010	2011*	2011	2010	2011*
En Md€, données CVS								
Transports + Voyages	61,9	62,7	1,4%	56,2	58,5	4,0%	5,7	4,3
Transports	27,1	27,4	1,2%	27,1	29,2	7,9%	0,0	-1,8
Voyages	34,8	35,3	1,5%	29,1	29,2	0,3%	5,6	6,1
Autres services	47,7	52,7	10,5%	43,6	42,9	-1,7%	4,0	9,8
Autres services aux entreprises	25,1	27,5	9,4%	25,6	25,2	-1,6%	-0,5	2,3
Services	109,5	115,4	5,4%	99,9	101,4	1,5%	9,7	14,0

* Gel du dernier mois à partir du chiffre du mois de novembre CVS

Sources : Banque de France, calculs DG Trésor

Les données sur les échanges de service en décembre 2011 seront publiées par la Banque de France vendredi 10 février dans le cadre des statistiques de balance des paiements.

	Exportations		Evolution	Importations		Evolution	Solde		Evolution
	11 mois 2010	11 mois 2011	2010/2011*	11 mois 2010	11 mois 2011	2010/2011*	11 mois 2010	11 mois 2011	2010/2011*
En Md€, données brutes									
Transports + Voyages	58,1	61,0	5,0%	51,8	55,4	6,8%	6,3	5,6	-0,6
Transports	24,7	25,2	2,0%	24,7	26,9	8,8%	0,0	-1,7	-1,7
Transports maritimes	9,3	9,1	-1,7%	9,7	10,7	10,9%	-0,4	-1,6	-1,2
Transports aériens	10,2	10,8	5,5%	9,4	9,9	5,5%	0,8	0,9	0,0
Autres transports	5,2	5,3	1,6%	5,6	6,2	10,6%	-0,4	-1,0	-0,5
Voyages	33,4	35,8	7,3%	27,1	28,5	5,1%	6,3	7,3	1,1
Autres services	42,6	48,0	12,6%	38,9	39,5	1,4%	3,7	8,5	4,8
Services de communication	3,1	2,9	-6,0%	2,7	2,3	-14,4%	0,5	0,7	0,2
Services de construction	4,3	4,0	-6,8%	2,1	1,7	-18,3%	2,3	2,4	0,1
Services d'assurances	0,8	1,6	107,6%	1,8	1,7	-2,1%	-1,0	-0,1	0,9
Services financiers	1,8	2,9	62,0%	1,4	2,1	48,4%	0,4	0,8	0,4
Services d'informatique et d'information	1,1	1,2	15,5%	1,3	1,8	40,9%	-0,2	-0,5	-0,3
Services, redevances et droits de licence	7,1	8,1	14,0%	3,7	3,8	0,7%	3,3	4,3	1,0
Autres services aux entreprises	22,3	24,9	11,2%	23,0	23,2	0,6%	-0,7	1,7	2,4
dont négoce international (1)	7,3	9,9	35,7%				7,3	9,9	2,6
dont commerciaux	1,8	1,4	-20,2%	3,2	3,1	-4,9%	-1,5	-1,6	-0,2
dont locations	0,4	0,4	6,1%	1,9	1,8	-1,8%	-1,5	-1,4	0,1
dont divers	12,9	13,2	1,9%	17,9	18,3	1,9%	-5,0	-5,1	-0,1
Services personnels, culturels et récréatifs	1,3	1,5	11,1%	2,5	2,5	1,0%	-1,2	-1,0	0,1
dont audiovisuels	0,7	0,7	9,1%	1,4	1,3	-4,4%	-0,7	-0,6	0,1
dont autres	0,7	0,8	13,3%	1,1	1,2	7,6%	-0,5	-0,5	0,0
Services des administrations publiques	0,8	0,8	6,3%	0,6	0,5	-8,1%	0,2	0,3	0,1

* en glissement annuel (flux) ou en variation (solde) sur 11 mois

(1) négoce international : solde enregistré dans les exportations

Sources : Banque de France, calculs DG Trésor